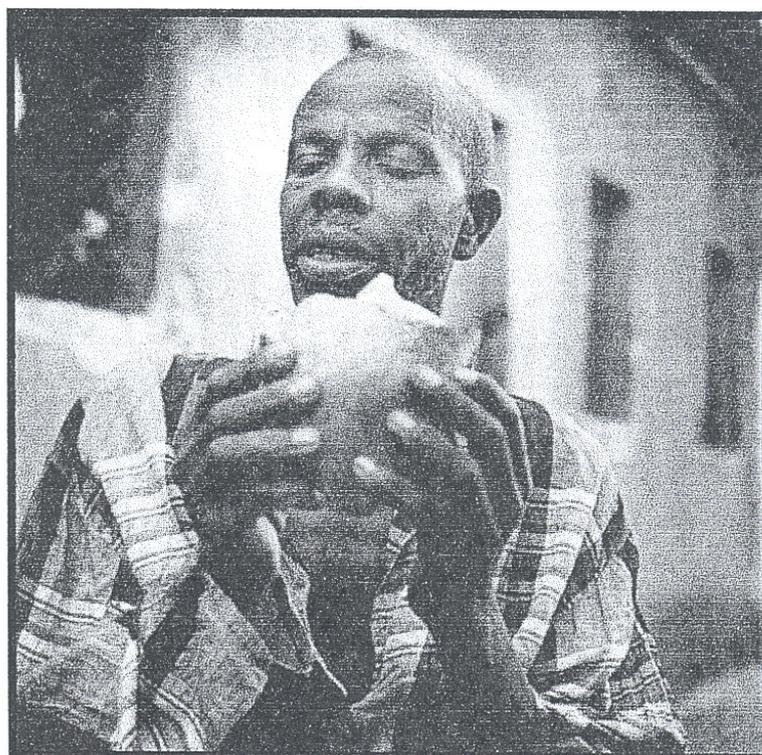


Le journal n°6
HEBDOMADAIRE du 10/03/00

Igicaniro

Rwanda 94



Sommaire

- Avertissement	p.2
- La couverture	p.2
- Le Chemin du Sens (suite)	p.7
- Le Coin des Hyènes	p.15
- Les Inédits	p.36
- Interview de Tharcisse	p.40

« Rwanda 94 »

Création et production du Groupov

Une coproduction du Groupov et du Théâtre de la Place/Centre dramatique de la Communauté française de Belgique et de Bruxelles/Brussel 2000 ville européenne de la culture de l'an 2000

Avec l'aide du ministère de la Communauté française, Direction Générale de la culture,
Commissariat Général aux Relations internationales de la Communauté française de Belgique (CGRI)
et de Théâtre et Publics asbl

Avertissement

1/ Ce journal accompagnant notre travail, se situe sur le même terrain: le génocide de 1994, ses causes, ses protagonistes, ses langages. Il n'évoquera pas les événements depuis cette date, auxquels le Groupov reste extrêmement attentif, mais qui ne constituent pas notre sujet.

2/ L'essentiel de l'analyse historique et des grandes options dramaturgiques de «Rwanda 1994 », est contenu dans la volumineuse «note d'intention» d'octobre 1997. Le journal n'en remplace pas la lecture pour ceux qui n'en auraient pas encore pris connaissance. (Disponible au Groupov).

J.D.

Le comité de rédaction

Jacques Delcuvellerie, Marie-France Collard, Mathias Simon, Francine Landrain, Benoit Luporsi, Daniel Hicter, Dorcy Rugamba, Aurélie Molle, Younous Diallo, Tharcisse Kalissa

La couverture

Enos N., 57 ans, en prison.

YOLANDE - Vous êtes de Zivu? Mais alors, vous connaissez peut-être Ngenzi Déo?

ENOS - Le sculpteur? Oui, je le connaissais très bien.

YOLANDE - C'était mon père.

ENOS - Votre père? Mais alors Musoni est votre frère?

YOLANDE - Oui. C'est le seul de ma famille qui me reste. Tous les autres ont été assassinés. Même mon mari et mes trois enfants.

ENOS - Pauvre Madame! Mais je vous le dis solennellement, je n'ai tué personne de votre famille.

YOLANDE - Combien de Tutsi avez-vous tués?

ENOS - Un seul.

YOLANDE - Qui vous en a donné l'ordre?

ENOS - Personne. Je l'ai fait de moi-même.

YOLANDE - C'est quoi, ces bouts d'os que vous tenez dans la main?

ENOS - Il faut que je vous explique. Je me promène toute la journée avec les restes du crâne de l'homme que j'ai tué parce que, longtemps après le génocide alors que je passais devant la maison de ma victime, ce crâne m'a parlé et m'a demandé de le prendre avec moi. Je veux garder ce crâne jusqu'à ce que tout soit clair en moi. Je dois expier. Hélas le crâne ne me parle plus. Du reste, les génocidaires qui partageaient ma cellule en prison l'ont cassé. Ils ne voulaient pas que je me promène avec ce crâne, car ils disaient que je leur faisais honte.

L'entretien a eu lieu dans le bureau du bourgmestre de Kanombe non seulement pour éviter les curieux mais aussi pour protéger le témoin. C'est en raison de cette haine que l'on sépare en prison ceux qui plaident coupables des autres

Photographie de l'exposition « Les blessures du silence » d'Alain Kazinierakis.

Un assassin tenant dans ses bras les ossements de sa victime à qui il demande pardon à longueur de journée. Singulier!

Il est difficile de savoir ce qui se passe dans la tête d'un homme quand la mort se présente décidée à choisir et qu'elle pose à celui-ci une question qui le force à se renier ou à s'assumer quelles qu'en soient les conséquences.

Soit on reste logique avec soi, on assume ses principes, ses sentiments et on le paye de sa vie; la vie trouve alors tout son sens; soit on se fait hara-kiri on va à l'encontre de soi, ses sentiments, ses principes, ses engagements; on devient un traître, un criminel et on le paye de sa raison (de toute manière), quand on est un homme.

L'homme dont on voit la photo en couverture aurait tué un ami de longue date avec lequel il avait conclu un pacte de sang (kunywana).

Le kunywana était le sceau d'une amitié sans limite dans la tradition rwandaise. Ceux qui se livraient à cette cérémonie (les deux personnes s'entaillaient le poignet et mêlaient leur sang) se juraient fidélité et loyauté en toute circonstance même en cas de danger de mort.

Cet homme aux ossements aurait tué son munywanyi (ami intime) et après le génocide, rongé de remords, il serait revenu sur les lieux de son crime pour déterrer sa victime et partir se dénoncer aux autorités.

Depuis il passerait ses journées à demander pardon à sa victime pour le pacte violé. Histoire de vie, histoire de trahison, histoire d'une amitié trahie comme il y en a eu des milliers d'autres en 1994 au Rwanda.

Si pour certains le génocide au Rwanda est surtout un chiffre impressionnant de victimes, pour nous qui avons vécu au Rwanda, ce génocide c'est d'abord des visages, des noms, des histoires. C'est la perte d'un parent, d'un frère ou d'une sœur mais c'est aussi la disparition du boucher, du boulanger, du mendiant du coin de la rue, du taxi-vélo, du fou... C'est aussi le comportement étrange, surprenant ou révoltant de l'ami d'enfance, du voisin d'en face ou de l'illustre inconnu.

Le génocide d'avril 94 est pour la plupart d'entre nous la pulvérisation en l'espace de trois mois de tout l'univers dans lequel nous- avons- vécu. Je suis déjà retourné trois fois à Butare, la ville où j'ai passé toute mon enfance. Butare est restée intacte, aucune trace de balle, pas d'obus de mortier; c'est toujours la même cité universitaire calme et austère. J'avais l'impression d'y renaître si ce n'est que je n'y reconnaissais plus personne; juste de temps en temps quelques rescapés égarés dans un décor dénué de ses acteurs. Qu'ils soient victimes ou bourreaux, les gens d'avant avril 94 ont totalement disparus pour nous. Les premiers sont morts et ne reviendront plus, les seconds sont en prison ou en fuite, de toute manière une ligne de sang nous sépare d'eux; de fait ils n'existent pas; en tout cas plus dans notre monde.

Le génocide c'est aussi la perte des illusions; c'est la remise en question de tout ce en quoi on a cru! L'amitié, la loyauté, l'honneur, l'amour... C'est l'impression désagréable de n'avoir rien su, rien connu, rien compris, de s'être trompé toute sa vie sur les gens, leurs intentions, leur nature... , sur la nature humaine, sur soi,...

En disant cela, deux histoires me viennent à l'esprit. Des histoires de Butare de deux personnes presque inconnues pour moi mais dont le parcours n'a cessé de m'interpeller depuis. Il s'agit d'Edouard et Céline. Deux personnes dont j'ignorais le nom de famille. Edouard était un petit homme assez bien connu dans la ville de Butare; un gars sympa, cool; toujours la blague aux lèvres pour détendre l'atmosphère. Il tenait un bar dans la banlieue de Ngoma.

Le bar portait le surnom de « l'ONU» car il était fréquenté par tout le monde y compris au plus fort de la tension avant le génocide quand les campagnes de haine battaient le plein. Chacun pouvait aller y boire un verre sans risquer d'être étiqueté. Pourtant vers la fin avril quand les chars de la mort atteignirent Butare, quand les habitants de Ngoma hésitaient encore et se refusaient à tuer leurs voisins, Edouard prit les devants et tua sa femme en public pour montrer l'exemple à suivre et comme si cela n'était pas encore assez illustratif il brûla vif un bébé sur un bûcher tout en prenant soin de le repousser dans les flammes avec une branche à chaque fois que l'enfant essayait de s'enfuir. Lâche, cruel, l'air débonnaire d'Edouard cachait un démon. Edouard a été attrapé à Cyangugu; il est déjà passé en jugement et a été condamné à la peine capitale.

Il y a à peine six ans, comme tout le monde j'aimais aller siroter une bière à l'ONU, chez Edouard le gars sympa!

La deuxième histoire est celle de Céline, une jeune fille qui passait facilement inaperçue. Elle était étudiante en sciences sociales à l'UNR (Université Nationale du Rwanda). C'était la fille d'un militaire shiru, c'est-à-dire originaire des communes de Karago ou Giciye, le fief d'Habyarimana. Elle faisait donc partie de ce que nous appelions à l'époque «les autres» (abazautres), une partie des étudiants naturellement membres du parti présidentiel.

Au moment du génocide, elle se trouvait au campus de l'université avec d'autres étudiants qui étaient restés pour préparer leur session de juin. Parmi eux son copain, un étudiant tutsi de la faculté des sciences. Quand commencèrent les tueries du campus, des listes avaient été dressées répertoriant tous les étudiants présents et les numéros de leur chambre. Les tueurs (les bazautres en tête) raflaient les étudiants à tuer chambre après chambre, mais n'arrivant pas à trouver le copain de Céline, ils allèrent sonner chez elle pour demander si elle ne le cachait pas. Elle protesta de la manière la plus vive, prétextant qu'elle épousait entièrement la cause hutue et qu'elle ne comprenait pas qu'on l'accusa de trahison. Les tueurs repartirent mais après deux jours de recherches vaines, ils revinrent déterminés à fouiller la chambre de Céline, convaincus que c'était le seul endroit où il avait pu leur échapper. Effectivement ils le trouvèrent caché sous le lit et malgré les pleurs et l'imploration de Céline qui s'accrochait à lui, on l'emmena dans une clairière de l'arboretum (une forêt artificielle qui jouxte le campus) où les tueurs massacraient les étudiants. On demanda alors à Céline de s'écarter si elle ne voulait pas y passer elle aussi. Elle leur rétorqua qu'il fallait la tuer d'abord s'ils souhaitaient tuer son copain. Les tueurs n'hésitèrent pas et les tuèrent tous les deux. Cette fille qui passait inaperçue venait d'affronter la mort de face sans lui céder son amour. Comme beaucoup d'autres j'ai croisé cet ange sans être aveuglé par tant de lumière.

Les trois mois du génocide ont sans doute connus ici et là de telles histoires mais ce qui est désolant et explique sans doute l'ampleur du crime c'est qu'il y ait eu tant d'Edouard et si peu de Céline.

Dorcy Rugamba
(acteurs du Chœur des Morts dans
« Rwanda 94 »)



Le chemin du sens suite

Résumé: Madame Bee Bee Bee et Monsieur Jacob assistent à une conférence sur le thème des «ethnies» au Rwanda.

L'épisode précédent ayant fait la part belle au chemin des formes, et du sens de telle forme comme la conférence à ce moment du spectacle, revenons un instant sur la nécessité de ce qui tente de s'énoncer dans l'exposé du conférencier.

Nous avons déjà relevé deux justifications:

-communiquer aux spectateurs des notions élémentaires restées sans doute obscures jusque là, et ce d'un point de vue historique. C'est-à-dire dans la dynamique de leur évolution, du Rwanda pré-colonial jusqu'au génocide.

-à travers cet historique succinct, la mise en évidence des responsabilités occidentales dans l'avènement et le déroulement de cette abomination.

Il existe une troisième justification à la conférence, et précisément sous cette forme quasiment didactique:

-le début d'une réparation symbolique dans l'ordre du savoir. La « réparation symbolique» envers les morts à l'usage des vivants, étant le sujet même de «Rwanda 94», elle s'exerce ici dans un domaine essentiel à l'intelligence des événements et jusqu'ici inabordable dans le spectacle: les sciences humaines(1).

Mao Tse Toung a écrit jadis un texte sur le processus de la connaissance, intitulé: «d'où viennent les idées justes? ». La conférence sur les« ethnies» et l'ethnisme au Rwanda pourrait se sous-titrer: «d'où viennent les idées fausses? ». Dans son essai, Mao rappelle que les idées, ces choses abstraites, lorsqu'elles s'emparent de grandes masses d'hommes se transforment en force matérielle. Dans le cas du Rwanda, il est absolument indéniable que des millions de gens ont cru en certaines idées et ont orienté leurs actions en fonction d'elles. Or, sous le rapport de l'histoire des catégories identitaires, ces idées étaient généralement fausses. Mais, pendant des décennies, elles ont reçu la caution des «hommes de science» et, au-delà, des pédagogues, prêtres, journalistes, etc.

Le Rwanda est, hélas, un exemple «chimiquement pur» du désastre que peuvent provoquer des études scientifiques quand elles sont conduites sur base de préjugés idéologiques (sur les races, les civilisations, l'histoire) dans le cadre général de projets politiques visant à la domination voire l'hégémonie(2). N'en prenons qu'un exemple: un livre célèbre des années cinquante, «Le système des relations sociales dans le Rwanda ancien» de J.J. Maquet, cité dans toutes les études, livres, thèses etc. L'auteur, appartenant à l'école dite fonctionnaliste, cherche manifestement à prouver que le « système» en est bien un, d'abord, et ensuite: qu'il fonctionne.

(1) Excepté par quelques questions du Chœur des Morts dans le « Tutti 2 ».

(2) Cet aspect des choses est illustré dans la « note d'intention» du Groupov (1997) et détaillé dans de nombreux ouvrages, cfr. Bibliographie.

Il y a d'un bout à l'autre de l'ouvrage, la volonté de prouver cet a priori. Ensuite, examinant ce qu'il croit être le «système », il se dispense d'en étudier la genèse, les étapes de la formation sociale qu'il affirme décrire, il est aussi apparemment dispensé d'examiner les exceptions, singularités, contradictions, qui accompagnent toujours tout « système».

Enfin, chose inouïe, il signale (dans une note, même pas dans le corps du texte) que, sur le plan méthodologique, son travail résulte d'une enquête sur le terrain auprès de plusieurs centaines d'informateurs...tous tutsi! Justification: le pays était jadis administré par les Tutsi, si on veut savoir comment il fonctionnait autant s'adresser à ceux qui dirigeaient.

Où l'on constate la somme de deux préjugés non négligeables:

1/ que dans un système social les subalternes supposés n'ont aucune information valable à fournir sur l'administration...

2/ que les Tutsi exclusivement occupaient des postes à responsabilité.

Chacun peut avoir sa propre opinion sur le point 1, éminemment discutable, mais quant au point 2 il suffisait à l'ethnologue de faire un peu d'histoire pour découvrir la réforme Morthéhan de 1926 où la Belgique destitua 430 chefs Hutu et 40 chefs Twa(3). Le livre de J.J. Maquet comporte des photos, parmi les premières les portraits « typiques» des trois ethnies.

Cet exemple n'est pas le pire, loin de là. La conférence « Ubwoko» ne peut réparer tout cela, mais elle peut indiquer que cette instance, le savoir, les sciences, de 1896 à nos jours, a joué un rôle effectif dans la vision que les colonisés ont reçue d'eux-mêmes et qu'elle a été enrôlée en toute innocence dans la conception du monstre qui allait se réveiller en 1959 et se déchaîner en 1994.(4)

Après la conférence, Madame Bee Bee Bee et Monsieur Jacob commencent une lente et silencieuse promenade, pendant que des accords s'égrènent sur la cithare, l'inanga, et qu'une mélodie s'élève: Naho Se Bene Wacu.

«Et les gens de chez nous?» Le Chœur des Morts, assis, calme, digne, mais sans aucun doute profondément triste, pose la question de la responsabilité du peuple rwandais lui-même dans le génocide. Il était bien que ce blanc, ce Muzungu, tente de mettre en évidence la responsabilité des siens, «et nous? c'est les gens de chez nous qui l'ont fait» disent-ils. Que ce soit les victimes, rescapés, exilés, les acteurs du Chœur des Morts, qui posent cette question au nom de tous, dit assez à quel point, en dépit de l'ethnisme, les Rwandais sont une nation. Six ans après le génocide, des Rwandais s'interrogent avec une franchise que les Français ont mis près d'un demi-siècle à acquérir à propos de Vichy, et le processus est loin de faire l'unanimité.

Leur réponse ne peut être encore une fois que fragmentaire. Trois éléments se dégagent de leur plainte: le poids du respect de l'autorité, la passivité devant le crime prépare les massacres de demain, un peuple dont on a déraciné brutalement la culture oscille entre la folie et le meurtre.

(3) On peut aussi s'interroger sur la valeur des renseignements collectés exclusivement auprès de Tutsi qui, à l'époque, avaient intérêt à se présenter comme les seuls agents actifs de l'histoire du Rwanda.

(4) Il est significatif que tout ouvrage sur le Rwanda, fût-il axé sur un thème très précis comme, par exemple, le rôle des casques bleus, commence obligatoirement par un résumé d'histoire où l'auteur donne son point de vue sur la formation sociale d'autrefois et sur les« ethnies ». Il est significatif également que ces« digest» présentent tous des contradictions et butent sur le fait que l'histoire se fait à partir d'informations, lesquelles - en l'occurrence - ont été collectées à l'époque des préjugés raciaux et par des acteurs directs de la vie coloniale.

Pendant ce temps, Madame Bee Bee Bee et Monsieur Jacob sont arrivés à l'appartement de celui-ci. Collé à l'ombre de Jacob, un des Morts du cœur, invisible, les accompagne. Pendant toute la scène, il se tiendra là, tel un ange, très près de Jacob surtout.

Cette scène, «Si c'est un homme...», a été publiée in extenso dans «Igicaniro n°2», accompagné d'un texte de Primo Lévi et d'articles de journaux sur le fait historique dont elle s'inspire: le pogrom de Kielce, Pologne 1947, où quarante deux juifs rescapés des camps de la mort furent massacrés. Elle ne nécessite guère de commentaires.

Au moment où Jacob va raconter l'événement où son frère a péri, le Mort rwandais pose doucement la main sur son épaule. On devrait comprendre: « Va, Ami, vas-y. C'est difficile, mais parle. » Le Mort aide Jacob qui aide Bee Bee Bee.

A ce moment, sur le chemin du sens, en mettant nos pas dans ceux de Bee Bee Bee, nous avons appris et ressenti plusieurs choses nouvelles à propos du génocide. Son histoire et la façon dont les Rwandais s'interrogent, par exemple. Jacob nous a aussi amené devant ces questions fondamentales: comment exclue-t-on des hommes de l'humanité? Et jusqu'ici, les réponses - importantes mais imparfaites, ont pu laisser croire qu'elles ne nous impliquaient pas directement. La colonisation? Ce sont nos grands-parents; l'Eglise? je ne crois ni ne pratique; la télévision? ce n'est pas nous qui la faisons, quand même! etc. Mais voilà que Monsieur Jacob dit à Bee Bee Bee: «Il y a des jours où je comprends les assassins, l'horreur nous mange aussi de l'intérieur», et plus tard: « Il y a des infamies sournoises, et vous y avez cru ».

Ces phrases sont pratiquement les seules du genre dans toute la pièce.

Il y a plusieurs manières sans doute d'interpréter la première. Mais elle peut renvoyer à tout un pan d'une problématique aussi complexe que le génocide, auquel «Rwanda 94» ne fait pas d'autre place que cette brève allusion. Ce qu'on pourrait appeler la part d'abîme en chacun de nous, ou - de manière moins grandiloquente - ce qui relèverait d'une approche psychanalytique. Dans une tentative de réponse à la question de Bee Bee Bee au début de cette scène: « Pourtant *I* nous ne comprenons toujours pas ce qui se passe dans la tête d'un homme qui ,,», la psychanalyse et d'autres disciplines voisines pourraient être sollicitées.

Le spectacle ne leur fait pas de place pour deux raisons. Parce qu'il faut bien faire des choix et nous avons préféré nous centrer autrement. A ausculter la transgression des interdits, sauf à en faire le sujet même de la pièce et donc à se donner aussi les moyens et le temps des précautions, on risque la banalisation du génocide dans les généralités. Vérifier que nous portons tous cette potentialité criminogène, ne dit pas le crime, ne le rend pas plus lisible. Il est cependant impératif d'admettre, d'abord, que nous la portons bien, tous et chacun. Qu'elle n'est pas plus l'apanage des Nègres ou des Allemands que des Wallons ou des Corses. Mais ce qui permet qu'elle passe de la potentialité à la mise en acte, voilà ce qui nous importait(5).

Dans son adresse à l'humanité, à la fin de son monologue, Yolande Mukagasana disait: « Ce monde ne renoncera à être violent que lorsqu'il acceptera d'étudier son besoin de violence» - Yolande tient à ces mots. Pour nous, ils ne signifient pas, ou pas seulement, l'étude de l'agressivité ou de « l'instinct de mort» en chacun de nous. Ils exigent qu'on fasse la lumière sur ce qui conduit à ce que le monde ait besoin de violence. Et c'est beaucoup plus large.

(5) Dans un prochain numéro d'Igicaniro Marie-France Collard reviendra sur ce sujet et nous proposerons des articles qui privilégient cette approche que, répétons-le, nous ne rejetons pas, mais qui ne nous paraissait pas celle de l'urgence.

Quand Monsieur Jacob dit: «Il y a des infamies surnoisées, et vous y avez cru», il pointe des discours. Qu'on y adhère ou pas, qu'on les transforme ou non en actes, peut relever de la psychologie des profondeurs, mais c'est en termes d'argumentation qu'ils se vendent et s'acquièrent. Ces discours sont portés dans le spectacle par les trois personnages, à tête de Hyène.

Cet animal, généralement perçu comme antipathique, est-il une désignation trop lourde, trop appuyée, de ces discours? Il se peut. Mais nous pensons par là signifier nettement que nous leur refusons l'innocence, et par là mettons en garde ceux qui - tels Bee Bee Bee autrefois - ne voient pas malice à les écouter et à les diffuser. Ce qui se passe aujourd'hui en Autriche, en France, en Flandre, en Italie, en Suisse, etc. n'autorise pas à transiger devant la « bonne foi » des colporteurs de poison.

«Igicaniro n°2 » a longuement expliqué, dans la rubrique «Inédits », le chemin qui a conduit de l'ancienne version des « Hyènes » (Avignon) à l'actuelle. On y trouve les textes complets de l'argumentaire des trois charognards, puis la chanson nouvelle: « Voulez-vous chanter avec moi? » Nous n'évoquons donc la scène que sous deux aspects: sa progression, et le genre «comédie musicale» qu'elle affecte.

Sur son chemin d'épreuve, Madame Bee Bee Bee affronte les Hyènes dans un ordre qui va du simple au complexe. La première Hyène, Monsieur Cékomsa, le Chœur en disait jadis à Monsieur Jacob (ancienne version) : «Tout le monde l'a rencontré mais personne ne veut s'y reconnaître ». Ce qui était un tantinet exagéré au vu des succès croissants de tous les discours démagogo-populistes. Mais, pour la composition sociologique moyenne d'un public de théâtre, il est vrai que le style de Monsieur Cékomsa se dénonce de lui-même. Le style... car, pour le fond, ne sont-ils pas nombreux à penser, tout comme lui, que depuis la fin des colonies l'Afrique c'est l'anarchie et, par conséquent, que les Africains n'étaient pas mûrs pour «l'indépendance»? Quoi qu'il en soit, Madame Bee Bee Bee peut aisément franchir l'épreuve «Cékomsa» pour aller affronter beaucoup plus rusé et redoutable: Monsieur Quai D'Orsay(6).

Madame Bee Bee Bee entend là les « infamies surnoisées » que Jacob lui signalait, et confesse: « Je connais très bien vos discours
 Car j'y ai cru un jour »

Mais peut désormais ajouter: « Sous vos ongles je vois du sang
 Remettez vos gants blancs ».

Lui reste à rencontrer la plus trompeuse Hyène, l'africaine. C'est un collègue: journaliste sénégalais. La couleur de sa peau, son métier, et quelques mots convenus contre le colonialisme, en font l'authentificateur idéal du discours de Monsieur Quai D'Orsay car, au fond, bien sûr, c'est le même.

Au bout de sa route, Bee Bee Bee retrouve Colette Bagimont. D'avoir su refuser de chanter avec les Hyènes suffit à les situer au moins dans la même famille.

(6) (Pour l'argumentaire, se reporter à « Igicaniro n°2 ») Rappelons que ce sont là les thèses Foccart, celles qui ne connaissent pas le clivage droite-gauche et réunissent aujourd'hui aussi bien MM. Védrine que Bernard Debré, par exemple.

Refuser de chanter... La scène est en effet musicale, sur un rythme de «shuffle» elle varie une mélodie parlée-chantée parfaitement citationnelle d'un genre qui va de « Mary Poppins» à «Starmania ».

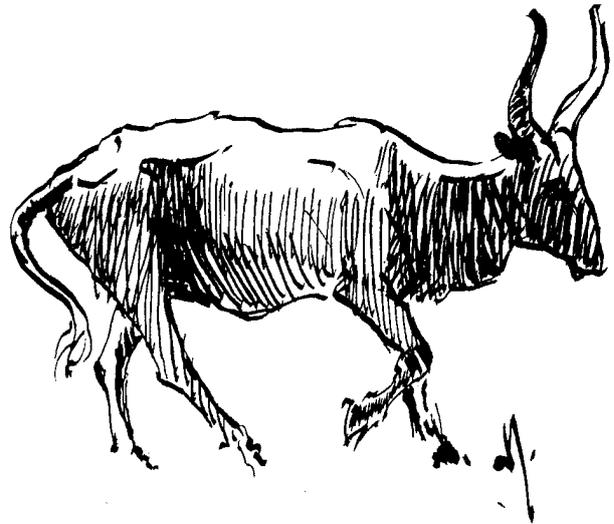
Que les discours des Hyènes, contraints à se synthétiser, se déclinent sous cette forme pastiche de la «variété» constitue un bien grand risque dans le contexte général du spectacle. Mais sur le plan du sens, ce choix s'est imposé naturellement. Le type de plaisir qu'il procure aux oreilles est du même ordre que celui qu'éveille les arguments des Hyènes aux lobes cervicaux prêts à les accueillir.

Et ce sont bien de ces paroles et de ces airs faits pour être repris en chœur (Voulez-vous chanter avec moi? Tralalalalala !), la tentation doit exister.

Il reste au Chœur des Morts à venir balayer cette aimable pestilence, derrière le décor résonnent les tambours Ingoma, les voilà qui rentrent en scène, les Hyènes fuient - Ah ! si tout pouvait être aussi facile...

(à suivre...)

J.D.



Le Coin des Hyènes



Les préjugés racistes et les tentations massacrant accompagnant l'entreprise coloniale puis néo-coloniale, trouvaient jadis une franchise d'expression que n'ose plus personne. Nous croyons que les idées n'ont guère évolué, en fait, et ce qu'on a dit, dans certains milieux, du Rwanda et du génocide des Tutsi le prouve clairement.

Pour vous rafraîchir la mémoire, ces fragments d'un grand texte d'Aimé Césaire qui fait défiler quelques superbes hyènes d'autrefois. Le texte est introduit par Younous Diallo avec qui je l'ai travaillé l'an dernier en vue d'un petit spectacle qui n'a pas perdu, hélas, sa raison d'être.

J.D.

« Discours sur le colonialisme », écrit en 1953 et édité en 1955 est un véritable brûlot contre l'entreprise coloniale.

Chez Césaire comme chez beaucoup d'historiens, la colonisation est présentée comme une opération de conquête déclenchée par les besoins économiques de l'Europe.

Césaire Aimé est né le 26 juin 1913 à Bassepointe en Martinique. Son enfance a pour cadre «une maison minuscule qui abrite en ses entrailles de bois pourri des dizaines de rats et la turbulence de ses six frères et sœurs ». Son grand-père était un partisan de Schoelcher, qui libéra les esclaves en 1843. En 1931 il obtint une bourse pour la métropole, il rencontre au Lycée Louis-le-grand Senghor, Damas: il connaît Mallarmé, Rimbaud, le surréalisme et les ethnologues (Forbenius, Delafosse) qui sortent du néant l'étude des civilisations Africaines. En 1935 il est reçu à l'école normale supérieure (ENS). Césaire trouve dans la poésie l'expression nécessaire d'un conflit historique dont la conscience nègre est le produit. Paraît alors le « Cahier d'un retour au pays natal». En 1939 il enseigne au lycée Schoelcher. Il fonde en 1941 la revue «Tropiques» expression de la conscience et de la culture antillaise et où paraissent nombre de ses poèmes, de facture surréaliste. Chargé de conférences en Haïti en 1944. En 1945 il est maire de Fort-de-France puis député, inscrit au parti communiste français. Il est rapporteur de la loi de départementalisation de la Martinique et de la Guadeloupe à l'Assemblée nationale française.

Il participe aux côtés de Alioune Diop, en 1947 à la fondation de la revue «Présence Africaine». Déclarant dans sa lettre à Maurice Thorez en 1956: «ce que je veux, c'est que marxisme et communisme soient mis au service des peuples noirs et non les peuples noirs au service du marxisme et du communisme» il quitte le P.C. et fonde le Parti Progressiste Martiniquais.

Césaire est aussi l'auteur de plusieurs pièces de théâtre dont «La Tragédie Du Roi Christophe» en 1963, « Une saison au Congo »,1967, « Une tempête », 1969, basée sur Shakespeare, les deux premières pièces mises en scène par Jean-Marie Serreau avec qui la collaboration fut extraordinaire. Leur souci à tous les deux était d'offrir à un large public une réflexion sur l'accession du monde noir aux souverainetés nationales.

L'homme politique, l'homme de culture, le poète, continue à se battre, faisant face aux difficultés économiques et sociales de son île. Il fonde en 1972 un festival en Martinique.

Je crois qu'il est temps que je vous laisse découvrir ou redécouvrir un extrait de ce passionnant discours. A vos lunettes! Ou à vos loupes !!



Diallo Younous

Il faudrait d'abord étudier comment la colonisation travaille à *déciviliser* le colonisateur, à *l'abrutir* au sens propre du mot, à le dégrader, à le réveiller aux instincts enfouis, à la convoitise, à la violence, à la haine raciale, au relativisme moral, et montrer que, chaque fois qu'il y a au Viêt-nam une tête coupée et un oeil crevé et qu'en France on accepte, une fillette violée et qu'en France on accepte, un Malgache supplicié et qu'en France on accepte, il y a un acquis de la civilisation qui pèse de son poids mort, une régression universelle qui s'opère, une gangrène qui s'installe, un foyer d'infection qui s'étend et qu'au bout de tous ces traités violés, de tous ces mensonges propagés, de toutes ces expéditions punitives tolérées, de tous ces prisonniers ficelés et « interrogés », de tous ces patriotes torturés, au bout de cet orgueil racial encouragé, de cette jactance étalée, il y a le poison instillé dans les veines de l'Europe, et le progrès lent, mais sûr, de *l'ensauvagement* du continent.

Et alors, un beau jour, la bourgeoisie est réveillée par un formidable choc en retour : les gestapos s'affairent, les prisons s'emplissent, les tortionnaires



inventent, raffinent. discutent autour des chevaux.

On s'étonne, on s'indigne. On dit: « Comme c'est curieux! Mais, bah! C'est le nazisme, ça passera! » Et on attend, et on espère; et on se tait à soi-même la vérité, que c'est une barbarie, mais la barbarie suprême, celle qui couronne, celle qui résume la quotidienneté des barbaries; que c'est du nazisme, oui, mais qu'avant d'en être la victime, on en a été le complice; que ce nazisme là, on l'a supporté avant de le subir, on l'a absous, on a fermé l'œil là-dessus, on l'a légitimé, parce que, jusque-là, il ne s'était appliqué qu'à des peuples non européens; que ce nazisme-là, on l'a cultivé, on en est responsable, et qu'il sourd, qu'il perce, qu'il goutte, avant de l'engloutir dans ses eaux rougies de toutes les fissures de la civilisation occidentale et chrétienne.

Oui, il vaudrait la peine d'étudier, cliniquement, dans le détail, les démarches d'Hitler et de l'hitlérisme et de révéler au très distingué, très humaniste, très chrétien bourgeois du xxe siècle qu'il porte en lui un Hitler qui s'ignore, qu'Hitler *l'habite*, qu'Hitler est son *démon*, que s'il le vitupère, c'est par manque de logique, et qu'au fond, ce qu'il ne pardonne pas à Hitler, ce n'est pas *le crime* en soi, *le crime contre l'homme*, ce n'est pas *l'humiliation de l'homme en soi*, c'est le crime contre l'homme blanc, c'est l'humiliation de l'homme blanc, et d'avoir appliqué à l'Europe des procédés colonialistes dont ne relevaient jusqu'ici que les Arabes d'Algérie, les coolies de l'Inde et les nègres d'Afrique.

Et c'est là le grand reproche que j'adresse au pseudo-humanisme : d'avoir trop longtemps rapetissé

les droits de l'homme, d'en avoir eu, d'en avoir encore une conception étroite et parcellaire, partielle et partiale et, tout compte fait, sordidement raciste.

J'ai beaucoup parlé d'Hitler. C'est qu'il le mérite : il permet de voir gros et de saisir que la société capitaliste, à son stade actuel, est incapable de fonder un droit des gens, comme elle s'avère impuissante à fonder une morale individuelle. Qu'on le veuille ou non: au bout du cul-de-sac Europe, je veux dire l'Europe d'Adenauer, de Schuman, Bidault et quelques autres, il y a Hitler. Au bout du capitalisme, désireux de se survivre, il y a Hitler. Au bout de l'humanisme formel et du renoncement philosophique, il y a Hitler.

Et, dès lors, une de ses phrases s'impose à moi:

« Nous aspirons, non pas à l'égalité, mais à la domination. Le pays de race étrangère devra redevenir un pays de serfs, de journaliers agricoles ou de travailleurs industriels. Il ne s'agit pas de supprimer les inégalités parmi les hommes, mais de les amplifier et d'en faire une loi. »

Cela sonne net, hautain, brutal, et nous installe en pleine sauvagerie hurlante. Mais descendons d'un degré.

Qui parle? J'ai honte à le dire: c'est *l'humaniste* occidental, le philosophe « idéaliste ». Qu'il s'appelle Renan, c'est un hasard. Que ce soit tiré d'un livre intitulé: *La Réforme intellectuelle et morale*, qu'il ait été écrit en France, au lendemain d'une guerre que la France avait voulue du droit contre la force, cela en dit long sur les mœurs bourgeoises.

« La régénération des races inférieures ou abâtardies

par les races supérieures est dans l'ordre providentiel de l'humanité. L'homme du peuple est presque toujours, chez nous, un noble déclassé, sa lourde main est bien mieux faite pour manier l'épée que l'outil servile. Plutôt que de travailler, il choisit de se battre, c'est-à-dire qu'il revient à son premier état. *Regere imperio populos*, voilà notre vocation. Versez cette dévorante activité sur des pays qui, comme la Chine, appellent la conquête étrangère. Des aventuriers qui troublent la société européenne, faites un *ver sacrum*, un essaim comme ceux des Francs, des Lombards, des Normands, chacun sera dans son rôle. La nature a fait une race d'ouvriers, c'est la race chinoise, d'une dextérité de main merveilleuse sans presque aucun sentiment d'honneur; gouvernez-la avec justice, en prélevant d'elle, pour le bienfait d'un tel gouvernement, un ample douaire au profit de la race conquérante, elle sera satisfaite; une race de travailleurs de la terre, c'est le nègre; soyez pour lui bon et humain, et tout sera dans l'ordre; une race de maîtres et de soldats, c'est la race européenne. Réduisez cette noble race à travailler dans l'ergastule comme des nègres et des Chinois, elle se révolte. Tout révolté est, chez nous, plus ou moins, un soldat qui a manqué sa vocation, un être fait pour la vie héroïque, et que vous appliquez à une *besogne contraire à sa race*, mauvais ouvrier, trop bon soldat. Or, la vie qui révolte nos travailleurs rendrait heureux un Chinois, un fellah, êtres qui ne sont nullement militaires. *Que chacun fasse ce pour quoi il est fait, et tout ira bien.* »

Hitler? Rosenberg? Non, Renan.

Mais, descendons encore d'un degré. Et c'est le

colonise innocemment, que nul non plus ne colonise impunément; qu'une nation qui colonise, qu'une civilisation qui justifie la colonisation - donc la force - est déjà une civilisation malade, une civilisation moralement atteinte, qui, irrésistiblement, de conséquence en conséquence, de reniement en reniement, appelle son Hitler, je veux dire son châtiment.

Colonisation : tête de pont dans une civilisation de la barbarie d'où, à n'importe quel moment, peut déboucher la négation pure et simple de la civilisation.

J'ai relevé dans l'histoire des expéditions coloniales quelques traits que j'ai cités ailleurs tout à loisir.

Cela n'a pas eu l'heur de plaire à tout le monde. Il paraît que c'est tirer de vieux squelettes du placard. Voire!

Était-il inutile de citer le colonel de Montagnac, un des conquérants de l'Algérie :

« Pour chasser les idées qui m'assiègent quelquefois, je fais couper des têtes, non pas des têtes d'artichauts, mais bien des têtes d'hommes. »

Convenait-il de refuser la parole au comte d'Herisson:

« Il est vrai que nous rapportons un plein baril d'oreilles récoltées, paire à paire, sur les prisonniers, amis ou ennemis. »

Fallait-il refuser à Saint-Arnaud le droit de faire sa profession de foi barbare :

« On ravage, on brûle, on pille, on détruit les maisons et les arbres. »

Fallait-il empêcher le maréchal Bugeaud de systématiser tout cela dans une théorie audacieuse et de se revendiquer des grands ancêtres:

politicien verbeux. Qui proteste? Personne, que je sache, lorsque M. Albert Sarraut, tenant discours aux élèves de l'École coloniale, leur enseigne qu'il serait puéril d'opposer aux entre prises européennes de colonisation « un prétendu droit d'occupation et je ne sais quel autre droit de farouche isolement qui pérenniseraient en des mains incapables la vaine possession de richesses sans emploi ».

Et qui s'indigne d'entendre un certain R.P. Barde assurer que les biens de ce monde, « s'ils restaient indéfiniment répartis, comme ils le seraient sans la colonisation, ne répondraient ni aux desseins de Dieu, ni aux justes exigences de la collectivité humaine »?

Attendu, comme l'affirme son confrère en christianisme, le R.P. Muller: « ...que l'humanité ne doit pas, ne peut pas souffrir que l'incapacité, l'incurie, la paresse des peuples sauvages laissent indéfiniment sans emploi les richesses que Dieu leur a confiées avec mission de les faire servir au bien de tous ».

Personne.

Je veux dire: pas un écrivain patenté, pas un académicien, pas un prédicateur, pas un politicien, pas un croisé du droit et de la religion, pas un « défenseur de la personne humaine ».

Et pourtant, par la bouche des Sarraut et des Barde, des Muller et des Renan, par la bouche de tous ceux qui jugeaient et jugent licite d'appliquer aux peuples extra-européens, et au bénéfice de nations plus fortes et mieux équipées, « une sorte d'expropriation pour cause d'utilité publique », c'était déjà Hitler qui parlait!

Où veux-je en venir? A cette idée: que nul ne

« Il faut une grande invasion en Afrique qui ressemble à ce que faisaient les Francs, à ce que faisaient les Goths. »

Faillait-il enfin rejeter dans les ténèbres de l'oubli le fait d'armes mémorable du commandant Gérard et se taire sur la prise d'Ambike, une ville qui, à vrai dire, n'avait jamais songé à se défendre :

« Les tirailleurs n'avaient ordre de tuer que les hommes, mais on ne les retint pas; enivrés de l'odeur du sang, ils n'épargnèrent pas une femme, pas un enfant... A la fin de l'après-midi, sous l'action de la chaleur, un petit brouillard s'éleva: c'était le sang des cinq mille victimes, l'ombre de la ville, qui s'évaporaient au soleil couchant. »

Oui ou non, ces faits sont-ils vrais? Et les voluptés sadiques, les innommables jouissances qui vous frisselissent la carcasse de Loti quand il tient au bout de sa lorgnette d'officier un bon massacre d'Annamites? Vrai ou pas vrai (1)? Et si ces faits sont vrais, comme il n'est au pouvoir de personne de le nier, dira-t-on, pour les minimiser, que ces cadavres ne prouvent rien?

Pour ma part, si j'ai rappelé quelques détails de ces hideuses boucheries, ce n'est point par délectation

(1) Il s'agit du récit de la prise de Thouan-An paru dans *Le Figaro* en septembre 1883 et cité dans le livre de N. Serban: *Loti, sa vie, son œuvre*. «Alors la grande tuerie avait commencé. On avait fait des feux de salve-deux! et c'était plaisir de voir ces gerbes de balles, si facilement dirigeables, s'abattre sur eux deux fois par minute, au commandement d'une manière méthodique et sûre... On en voyait d'absolument fous, qui se relevaient pris d'un vertige de courir... Ils faisaient en zigzag et tout de travers cette course de la mort, se retroussant jusqu'aux reins d'une manière comique... et puis on s'amusa à compter les morts... » etc.

morose, c'est parce que je pense que ces têtes d'hommes, ces récoltes d'oreilles, ces maisons brûlées, ces invasions gothiques, ce sang qui fume, ces villes qui s'évaporent au tranchant du glaive, on ne s'en débarrassera pas à si bon compte. Ils prouvent, que la colonisation, je le répète, déshumanise l'homme même le plus civilisé; que l'action coloniale, l'entreprise coloniale, la conquête coloniale, fondée sur le mépris de l'homme indigène et justifiée par ce mépris, tend inévitablement à modifier celui qui l'entreprind ; que le colonisateur, qui, pour se donner bonne conscience, s'habitue à voir dans l'autre *la bête* s'entraîne à le traiter en bête, tend objectivement à se transformer lui-même *en bête*. C'est cette action, ce choc en retour de la colonisation qu'il importait de signaler.

Partialité? Non. Il fut un temps où de ces mêmes faits on tirait vanité, et où sûr du lendemain, on ne mâchait pas ses mots. Une dernière citation ; je l'emprunte à un certain Carl Siger, auteur d'un *Essai sur la Colonisation* (1) :

« Les pays neufs sont un vaste champ ouvert aux activités individuelles, violentes, qui, dans les métropoles, se heurteraient à certains préjugés, à une conception sage et réglée de la vie, et qui, aux colonies, peuvent se développer plus librement et mieux affirmer, par suite, leur valeur. Ainsi, les colonies peuvent, à un certain point, servir de soupape de sûreté à la société moderne. Cette utilité serait-elle la seule, elle est immense. »

En vérité, il est des tares qu'il n'est au pouvoir

(1) Carl Siger: *Essai sur la Colonisation*, Paris, 1907.

de «réalisations », de maladies guéries, de niveaux de vie élevés au-dessus d'eux-mêmes.

Moi, je parle de sociétés vidées d'elles-mêmes, des cultures piétinées, d'institutions minées, de terres confisquées, de religions assassinées, de magnificences artistiques anéanties, d'extraordinaire *possibilités* supprimées.

On me lance à la tête des faits, des statistiques, des kilométrages de routes, de canaux, de chemins de fer.

Moi, je parle de milliers d'hommes sacrifiés au Congo-Océan. Je parle de ceux qui, à l'heure où j'écris, sont en train de creuser à la main le port d'Abidjan. Je parle de millions d'hommes arrachés à leurs dieux, à leur terre, à leurs habitudes, à leur vie, à la vie, à la danse, à la sagesse.

Je parle de millions d'hommes à qui on a inculqué savamment la peur, le complexe d'infériorité, le tremblement, l'agenouillement, le désespoir, le larbinisme.

On m'en donne plein la vue de tonnage de coton ou de cacao exporté, d'hectares d'oliviers ou de vignes plantés.

Moi, je parle *d'économies* naturelles, *d'économies* harmonieuses et viables, *d'économies* à la mesure de l'homme indigène désorganisées, de cultures vivrières détruites, de sous-alimentation installée, de développement agricole orienté selon le seul bénéfice des métropoles, de rafles de produits, de rafles de matières premières.

On se targue d'abus supprimés.

Moi aussi, je parle d'abus, mais pour dire qu'aux anciens - très réels - on en a superposé d'autres - très détestables. On me parle de tyrans locaux mis à la

de personne de réparer et que l'on n'a jamais fini d'expié.

Mais parlons des colonisés.

Je vois bien ce que la colonisation a détruit: les admirables civilisations indiennes et que ni Deterding, ni Royal Dutch, ni Standard Oil ne me consolent jamais des Aztèques ni des Incas.

Je vois bien celles - condamnées à terme - dans lesquelles elle a introduit un principe de ruine: Océanie, Nigéria, Nyassaland. Je vois moins bien ce qu'elle a apporté.

Sécurité? Culture? Juridisme? En attendant, je regarde et je vois, partout où il y a, face à face, colonisateurs et colonisés, la force, la brutalité, la cruauté, le sadisme, le heurt et, en parodie de la formation culturelle, la fabrication hâtive de quelques milliers de fonctionnaires subalternes, de boys, d'artisans, d'employés. de commerce et d'interprètes nécessaires à la bonne marche des affaires.

J'ai parlé de contact.

Entre colonisateur et colonisé, il n'y a de place que pour la corvée, l'intimidation, la pression, la police, l'impôt, le vol, le viol, les cultures obligatoires, le mépris, la méfiance, la morgue, la suffisance, la muflerie, des élites décérébrées, des masses avilies.

Aucun contact humain, mais des rapports de domination et de soumission qui transforment l'homme colonisateur en pion, en adjudant, en garde-chiourme, en chicote et l'homme indigène en instrument de production.

A mon tour de poser une équation : *colonisation = chosification*.

J'entends la tempête. On me parle de progrès,

raison; mais je constate qu'en général ils font très bon ménage avec les nouveaux et que, de ceux-ci aux anciens et vice-versa, il s'est établi, au détriment des peuples, un circuit de bons services et de complicité. On me parle de civilisation, je parle de prolétarisation et de mystification.

Pour ma part, je fais l'apologie systématique des civilisations para-européennes.

Chaque jour qui passe, chaque déni de justice, chaque matraquage policier, chaque réclamation ouvrière noyée dans le sang, chaque scandale étouffé, chaque expédition punitive, chaque car de C.R.S., chaque policier et chaque milicien nous fait sentir le prix de nos vieilles sociétés.

C'étaient des sociétés communautaires, jamais de tous pour quelques-uns.

C'étaient des sociétés pas seulement anti-capitalistes, comme on l'a dit, mais aussi *anti-capitalistes*.

C'étaient des sociétés démocratiques, toujours.

C'étaient des sociétés coopératives, des sociétés fraternelles.

Je fais l'apologie systématique des sociétés détruites par l'impérialisme.

Elles étaient le fait, elles n'avaient aucune prétention à être l'idée, elles n'étaient, malgré leurs défauts, ni haïssables, ni condamnables. Elles se contentaient d'être. Devant elles n'avaient de sens, ni le mot *échec*, ni le mot *avatar*. Elles réservaient, intact, l'espoir.

Au lieu que ce soient les seuls mots que l'on puisse, en toute honnêteté, appliquer aux entreprises européennes hors d'Europe. Ma seule consolation est que les colonisations passent, que les nations ne

sommeillent qu'un temps et que les peuples demeurent.

Cela dit, il paraît que, dans certains milieux, l'on a feint de découvrir en moi un « ennemi de l'Europe » et un prophète du retour au passé *anté-européen*.

Pour ma part, je cherche vainement où j'ai pu tenir de pareils discours; où l'on m'a vu sous-estimer l'importance de l'Europe dans l'histoire de la pensée humaine; où l'on m'a entendu prêcher un quelconque *retour*; où l'on m'a vu prétendre qu'il pouvait y avoir *retour*.

La vérité est que j'ai dit tout autre chose : savoir que le grand drame historique de l'Afrique a moins été sa mise en contact trop tardive avec le reste du monde, que la manière dont ce contact a été opéré; que c'est au moment où l'Europe est tombée entre les mains des financiers et des capitaines d'industrie les plus dénués de scrupules que l'Europe s'est « propagée »; que notre malchance a voulu que ce soit cette Europe-là que nous ayons rencontrée sur notre route et que l'Europe est comptable devant la communauté humaine du plus haut tas de cadavres de l'histoire.

Par, ailleurs, jugeant l'action colonisatrice, j'ai ajouté que l'Europe a fait fort bon ménage avec tous les féodaux indigènes qui acceptaient de servir; ourdi avec eux une vicieuse complicité; rendu leur tyrannie plus effective et plus efficace; et que son action n'a tendu à rien de moins qu'à artificiellement prolonger la survie des passés locaux, dans ce qu'ils avaient de plus pernicieux.

J'ai dit -et c'est très différent - que l'Europe colonisatrice a enté l'abus moderne sur l'antique injustice; l'odieux racisme sur la vieille inégalité.

Passant plus outre, je ne fais point mystère de penser qu'à l'heure actuelle, la barbarie de l'Europe, occidentale est incroyablement haute, surpassée par une seule, de très loin, il est vrai, l'*américaine*.

Et je ne parle pas de Hitler, ni du garde chiourme, ni de l'aventurier, mais du « brave homme » d'en face; ni du S. S., ni du gangster, mais de l'honnête bourgeois. La candeur de Léon Bloy s'indignait jadis que des escrocs des parjures, des faussaires, des voleurs, des proxénètes fussent chargés de « porter aux Indes l'exemple des vertus chrétiennes ».

Le progrès est qu'aujourd'hui, c'est le détenteur des « vertus chrétiennes » qui brigue - et s'en tire fort bien - l'honneur d'administrer outre-mer selon les procédés des faussaires et des tortionnaires.

Signe que la cruauté, le mensonge, la bassesse, la corruption ont merveilleusement mordu l'âme de la bourgeoisie européenne.

Je répète que je ne parle ni de Hitler, ni du S.S., ni du pogrom, ni de l'exécution sommaire. Mais de telle

Que si c'est un procès d'intention que l'on me fait, je maintiens que l'Europe colonisatrice est déloyale à légitimer *a posteriori* l'action colonisatrice par les évidents progrès matériels réalisés dans certains domaines sous le régime colonial, attendu que la *mutation brusque* est chose toujours possible, en histoire comme ailleurs; que nul ne sait à quel stade de développement matériel eussent été ces mêmes pays sans l'intervention européenne; que l'équipement technique, la réorganisation administrative, « l'europanisation », en un mot, de l'Afrique ou de l'Asie n'étaient comme le prouve l'exemple japonais - aucunement liés à l'*occupation* européenne; que l'europanisation des continents non européens pouvait se faire autrement que sous la botte de l'Europe; que ce mouvement d'europanisation *était en train*; qu'il a même été ralenti; qu'en tout cas il a été faussé par la mainmise de l'Europe.

A preuve qu'à l'heure actuelle, ce sont les indigènes d'Afrique ou d'Asie qui réclament des écoles et que c'est l'Europe colonisatrice qui en refuse; que c'est l'homme africain qui demande des ports et des routes, que c'est l'Europe colonisatrice qui, à ce sujet, lésine; que c'est le colonisé qui veut aller de l'avant, que c'est le colonisateur qui retient en arrière.

réaction surprise, de tel réflexe admis, de tel cynisme toléré. Et, si on veut des témoignages, de telle scène d'hystérie anthropophagique à laquelle il m'a été donné d'assister à l'Assemblée Nationale française.

Bigre, mes chers collègues (comme on dit), je vous ôte mon chapeau (mon chapeau d'anthropophage, bien entendu).

Pensez donc! quatre-vingt-dix mille morts à Madagascar! L'Indochine piétinée, broyée, assassinée, des tortures ramenées du fond du Moyen Age! Et quel spectacle! Ce frisson d'aise qui vous revigorait les somnolences! Ces clameurs sauvages! Bidault avec son air d'hostie conchiée - l'anthropophagie papelarde et Sainte-Nitouche; Teitgen, fils grabeleur en diable, l'Aliboron du décervelage - l'anthropophagie des Pandectes; Moutet, l'anthropophagie maquignarde, la baguenaude ronflante et du beurre sur la tête; Coste-Floret, l'anthropophagie faite ours mal léché et les pieds dans le plat.

Inoubliable, messieurs! De belles phrases solennelles et froides comme des bandelettes, on vous ligote le Malgache. De quelques mots convenus, on vous le poignarde. Le temps de se rincer le sifflet, on vous l'étripe. Le beau travail! Pas une goutte de sang ne sera perdue!

Ceux qui en font rubis sur l'ongle, n'y mettant jamais d'eau. Ceux qui, comme Ramadier, s'en barbouillent - à la Silène - la face; Fonlup-Esperaber (1), qui s'en empèse les moustaches, genre vieux-Gaulois-à-la-tête-ronde; le vieux Desjardins penché

(1) Pas mauvais diable au fond, comme la suite l'a prouvé, mais déchainé ce jour-là.

sur les effluves de la cuve, et s'en grisant comme d'un vin doux. La violence! celle des faibles. Chose significative: ce n'est pas par la tête que les civilisations pourrissent. C'est d'abord par le cœur.

J'avoue que, pour la bonne santé de l'Europe et de la civilisation, ces « tue! tue! », ces « il faut que ça saigne » éruptés par le vieillard qui tremble et le bon jeune homme, élève des bons Pères m'impressionnent beaucoup plus désagréablement que les plus sensationnels hold-up à la porte d'une banque parisienne.

Et cela, voyez-vous, n'a rien de l'exception.

La règle, au contraire, est de la muflerie bourgeoise. Cette muflerie, on la piste, depuis un siècle. On l'ausculte, on la surprend, on la sent, on la suit, on la perd, on la retrouve, on la file et elle s'étale chaque jour plus nauséuse. Oh! Le racisme de ces messieurs ne me vexe pas. Il ne m'indigne pas. J'en prends seulement connaissance. Je le constate, et c'est tout. Je lui sais presque gré de s'exprimer et de paraître au grand jour, signe. Signe que l'intrépide classe qui monta jadis à l'assaut des Bastilles a les jarrets coupés. Signe qu'elle se sent mortelle. Signe qu'elle se sent cadavre. Et quand le cadavre bafouille, ça donne des choses dans le goût que voici :

« Il n'y avait que trop de vérité dans ce premier mouvement des Européens qui refusèrent, au siècle de Colomb, de reconnaître leurs semblables dans les hommes dégradés qui peuplaient le nouveau monde... On ne saurait fixer un instant ses regards sur le sauvage sans lire l'anathème écrit, je ne dis pas seulement dans son âme, mais jusque sur la forme extérieure de son corps. »

« Le Barbare est de même race, après tout, que le Romain et le Grec. C'est un cousin. Le Jaune, le Noir n'est pas du tout notre cousin. Ici, il a une vraie différence, une vraie distance, et très grande, ethnologique. Après tout, la civilisation n'a jamais été faite jusqu'à présent que par des Blancs... L'Europe devenue jaune, il y aura certainement une régression, une nouvelle période d'obscurcissement et de confusion, c'est à-dire un second Moyen Age. »

Et puis, plus bas, toujours plus bas, jusqu'au fond de la fosse, plus bas que ne peut descendre la pelle, M. Jules Romains, de l'Académie française et de la *Revue des Deux Mondes* (peu importe, bien entendu, que M. Farigoule change de nom une fois de plus et se fasse, ici, appeler Salsette pour la commodité de la situation). L'essentiel est que M. Jules Romains en arrive à écrire ceci:

« Je n'accepte la discussion qu'avec des gens qui consentent à faire l'hypothèse suivante: une France ayant sur son sol métropolitain dix millions de Noirs, dont cinq ou six millions dans la vallée de la Garonne. Le préjugé de race n'aurait-il jamais effleuré nos vaillantes populations du Sud Ouest? Aucune inquiétude, si la question s'était posée de remettre tous les pouvoirs à ces nègres, fils d'esclaves?... Il m'est arrivé d'avoir en face de moi une rangée d'une vingtaine de Noirs purs... Je ne reprocherai même pas à nos nègres et négresses de mâcher du chewing-gum. J'observerai seulement... que ce mouvement a pour effet de mettre les mâchoires bien en valeur et que les évocations qui vous viennent à l'esprit vous ramènent plus près de la forêt équatoriale que de la procession des Panathénées... La race noire n'a encore donné et ne donnera jamais un Einstein, un

Et c'est signé Joseph de Maistre.

(Ça, c'est la mouture mystique.)

Et puis ça donne encore ceci : .

« Au point de vue sélectionniste, je regarderais comme fâcheux le très grand développement numérique des éléments jaunes et noirs qui seraient d'une élimination difficile. Si toutefois la société future s'organise sur une base dualiste, avec une classe dolicho-blonde dirigeante et une classe de race inférieure confinée dans la main d'œuvre la plus grossière, il est possible que ce dernier rôle incombe à des éléments jaunes et noirs. En ce cas d'ailleurs, ils ne seraient pas une gêne, mais un avantage pour les dolicho-blonds... Il ne faut pas oublier que [l'esclavage] n'a rien de plus anormal que la domestication du cheval ou du bœuf. Il est donc possible qu'il reparaisse dans l'avenir sous une forme quelconque. Cela se produira même probablement d'une manière inévitable si la solution simpliste n'intervient pas : une seule race supérieure, nivelée par sélection. »

Ça, c'est la mouture scientifique et c'est signé Lapouge.

Et ça donne encore ceci (cette fois mouture littéraire) :

« Je sais que je dois me croire supérieur aux pauvres Bayas de la Mambéré. Je sais que je dois avoir l'orgueil de mon sang. Lorsqu'un homme supérieur cesse de se croire supérieur, il cesse effectivement d'être supérieur... Lorsqu'une race supérieure cesse de se croire une race élue, elle cesse effectivement d'être une race élue. »

Et c'est signé Psichari-soldat-d'Afrique.

Traduit en patois journalistique, on obtient du Faguet :

Stravinsky, un Gershwin. »

Comparaison idiote pour comparaison idiote: puisque le prophète de la *Revue des Deux Mondes* et autres lieux nous invite aux rapprochements « distants », qu'il permette au nègre que je suis de trouver - personne n'étant maître de ses associations d'idées - que sa voix a moins de rapport avec le chêne voire les chaudrons de Dodone, qu'avec le braiments des ânes, du Missouri.

Encore une fois, Je fais systématiquement l'apologie de nos vieilles civilisations nègres: c'étaient des civilisations courtoises.

Et alors, me dira-t-on, le vrai problème est d'y revenir. Non, je le répète. Nous ne sommes pas les hommes du « ou ceci ou cela ». Pour nous, le problème n'est pas d'une utopique et stérile tentative de réduplication, mais d'un dépassement. Ce n'est pas une société morte que nous voulons faire revivre. Nous laissons cela aux amateurs d'exotisme. Ce n'est pas davantage la société coloniale actuelle que nous voulons prolonger, la plus carne qui ait jamais pourri sous le soleil. C'est une société nouvelle qu'il nous faut, avec l'aide de tous nos frères esclaves, créer, riche de toute la puissance productive moderne, chaude de toute la fraternité antique.

Que cela soit possible, l'Union Soviétique nous en donne quelques exemples... .

Mais revenons à M. Jules Romains.

On ne peut pas dire que le petit bourgeois n'a rien lu. Il a tout lu, tout dévoré, au contraire.

Seulement son cerveau fonctionne à la manière de certains appareils digestifs de type élémentaire. Il filtre. Et le filtre ne laisse passer que ce qui peut alimenter

la couenne de la bonne conscience bourgeoise.

Les Vietnamiens, avant l'arrivée des Français dans leur pays, étaient gens de culture vieille, exquise et raffinée. Ce rappel indispose la Banque d'Indochine. Faites fonctionner l'oubloir!

Ces Malgaches, que l'on torture aujourd'hui, étaient, il y a moins d'un siècle, des poètes, des artistes, des administrateurs? Chut! Bouche cousue! Et le silence se fait profond comme un coffre-fort! Heureusement qu'il reste les nègres. Ah! les nègres! parlons-en des nègres!

Eh bien, oui, parlons-en.

Des empires soudanais? Des bronzes du Bénin? De la sculpture Shongo? Je veux bien ;ça nous changera de tant de sensationnels navets qui ornent tant de capitales européennes. De la musique africaine. Pourquoi pas?

Et de ce qu'ont dit, de ce qu'ont vu les premiers explorateurs... Pas de ceux qui mangent aux râteliers des Compagnies! Mais des d'Elbée, des Marchais, des Pigafetta! Et puis de Frobénius! Hein, vous savez qui c'est, Frobénius? Et nous lisons ensemble:

« Civilisés jusqu'à la moelle des os! L'idée du nègre barbare est une invention européenne. »

Le petit bourgeois ne veut plus rien entendre. D'un battement d'oreilles, il chasse l'idée.

L'idée, la mouche importune.

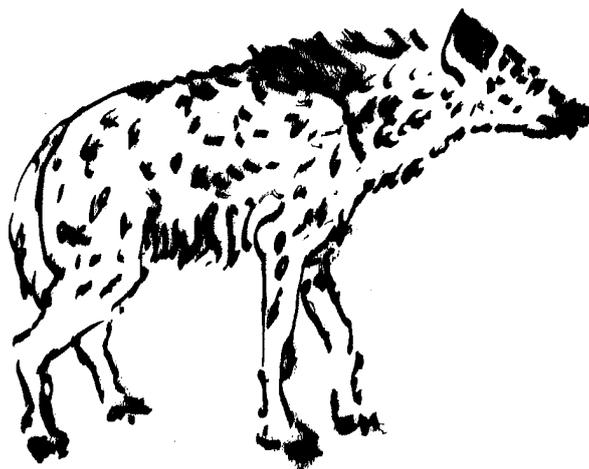
L'Akazu de Marianne

Nous avons déjà souligné le fait que de Charles de Gaulle à François Mitterrand, la diplomatie française en Afrique reste constante dans ses choix et ses méthodes, même si elle oppose des groupes d'intérêts divers.

Elle se recommande de l'approche théorique et pratique d'un homme, Jacques Foccart, dont Monsieur Quai D'Orsay parlait dans son texte autrefois (cfr. Igicaniro n°2). De nombreux ouvrages (par exemple «Les dossiers noirs de la politique française en Afrique») étudient de manière critique cette œuvre aux dimensions parfois criminelles.

Nous publions cette semaine ce que l'on pourrait appeler à la rwandaise « L'Akazu» de Marianne. C'est le réseau « Voltaire» sur Internet, qui fournit ainsi quelques renseignements de base sur les individus responsables de cette diplomatie le plus souvent invisible.

J.D.





D A X H E L E



**Note d'information du Réseau Voltaire 185-186 Du
02/12/98 au 15/12/98 4e année**

(98/0349) Organigramme

	1992	1993-1995	1995-1997
Président de la République	F. Mitterand	F. Mitterand	J. Chirac
Secrétaire général de l'Elysée	H. Védrine	H. Védrine	D. de Villepin
Conseiller aux Affaires africaines	Th. De Beaucé ; G. Vidal	Th. De Beaucé ; X. Patier	M. Dupuch
Chef d'état-major particulier	C. Quesnot	C. Quesnot	J-L Dlaunay
Comité des chasses présidentielles	F. de Grossouvre	F. de Grossouvre	
Premier Ministre	P. Bérégovoy	E. Balladur	A. Juppé
Chef du Cabinet militaire	P. Lecointre	P. Lecointre ; A. Courthieux	J-P Kelche
SGDN	G. Fougier	A. Lerche	J. Picq

Ministre des Affaires étrangères	R. Dumas	A. Juppé	
Directeur des Affaires africaines	P. Dijoud	J-M. de La Sablière	H. de Charette
Ambassadeur Kigali	G. Martres	J-M Marlaud	J. Courbin
Ambassadeur à Kinshasa	J. Depaigne	J. Depaigne	
Ministre de la Défense	P. Joxe	F. Léotard	C. Millon
Chef du cabinet militaire	J. Rannou	J. Rannou ; P. Mercier	R. Germanos
Etat-major	J. Lanxade	J-P Douin	
DGSE	C. Silberzahn	J. Dewatre	J. Dewatre
Conseiller de coopération militaire	M. Debarge	M. Roussin ; B. Debré	J. Godfrain
Mission militaire de Coopération	J-M Bruno	P. Jehanne	M. Rigot
Ministre de l'Action humanitaire	J. Varret	J-P Huchon	
	B. Kouchner	L. Michaux-Chevry	B. Kouchner

Index des protagonistes français

- **Aurillac** (Michel)

(98/0350) Né le 11 juillet 1928 à Marseille, ancien élève de l'ENA (promotion « Paul Cambon »). Fondateur du Club 89. Ministre de la Coopération (1986-88). Il est l'un des experts Afrique de Jacques Chirac au RPR. Il participa, fin avril 1994, à une réunion secrète à Gbadolite (fief zaïrois de Mobutu), avec Herman Cohen (le « Foccart américain »), Robert Bourgi (autre conseiller Afrique du RPR), Jacques Foccart lui-même, et Max-Olivier Cahen (conseiller du PS belge). La rencontre visait à réhabiliter le Zaïre de Mobutu sur la scène internationale, afin qu'il serve de base arrière aux génocidaires en déroute.

-Balladur (Edouard)

(98/0351) Né le 2 mai 1929 à Smyrne, ancien élève de l'ENA (promotion « France-Afrique »). Conseiller du Premier ministre, Georges Pompidou (1966-68), puis secrétaire général de l'Élysée pendant la maladie de Georges Pompidou (1973-74). Ministre de l'Économie et des Finances (1986-88), Premier ministre (1993-95), candidat malheureux à la présidence de la République (1995). Informé des événements en préparation, il anticipe un voyage en Chine pour ne pas être présent à Paris le 6 avril 1994 et pouvoir dégager sa responsabilité. Il reçut néanmoins en visite officielle Jean-Bosco Barayagwiza (leader du parti raciste CDR) et Jérôme Bicamumpaka (ministre des Affaires étrangères du gouvernement intérimaire), deux responsables du génocide, le 27 avril 1994, alors que celui-ci durait depuis vingt jours.

- Barril (Paul)

(98/0352) Né le 13 avril 1946 à Vilnay, capitaine de gendarmerie. Responsable du GIGN, bien qu'étiqueté à l'extrême droite, il fut recruté par Charles Hernu pour assurer la sécurité de François Mitterrand. Impliqué dans de nombreuses affaires et coups tordus, en France et à l'étranger, sans que l'on sache jamais s'il travaille pour des services d'État ou pour lui-même, il dirige aujourd'hui une nébuleuse de sociétés privées de renseignement (Secret, Protection conseil sécurité, Groupe privé Barril, Quiétude). En 1990, il fut engagé pour réaliser un audit de l'année rwandaise (cf. Libération 29/07/94). Il se présente comme ancien conseiller du président Habyarimana. Dans une interview à Playboy (03/95), il déclare: « Il y aurait matière à écrire un livre sur l'héroïsme des services secrets français au Rwanda, face à l'Ouganda et au FPR (...) Des types qui ont pris des initiatives folles, qui ont fait des cartons à l'extérieur avec seulement quelques hélicoptères et quelques canons ». Selon Colette Braeckman, « des témoins assurent l'avoir vu à Kigali avant l'attentat » contre l'avion du président rwandais. Lui-même confie (cf. Guerres secrètes à l'Élysée) s'être trouvé au Rwanda le 7 avril 1994. Il y était encore le 27 avril, où il lève les couleurs à l'ambassade de France. À la mi-juin, il est à nouveau de passage à Kigali: il affirme, alors au Monde et à France 2, détenir nombre de pièces à conviction se rapportant à l'attentat. Selon Patrick de Saint-Exupéry (Le Figaro, 31/03/98), le marchand d'armes Dominique Lemonnier aurait reçu la demande d'un proche de Barril de lui fournir deux missiles sol-air entre novembre 1993 et février 1994. Personnage clef dans l'affaire rwandaise, Paul Barril n'a été convoqué par la mission d'information parlementaire qu'à l'issue de ses travaux, le 9 décembre 1998. Malheureusement, le capitaine, qui était en déplacement aux États-Unis, n'a pu répondre à cette invitation.

- Beaucé (Thierry Martin de)

(98/0353) Né le 14 février 1943 à Lyon, ancien élève de l'ENA (promotion « Jean Jaurès »). Initialement étiqueté "gaulliste de gauche", il fonda l'Association des démocrates et fut associé au gouvernement socialiste d'ouverture. Personnalité brillante, il devint l'un des courtisans les plus proches du président Mitterrand. Ayant réalisé un beau mariage avec Simone Leclerc de La Verpillière, il est devenu propriétaire de l'abbaye de La Tour-de-Saint-Loup (Seine-et-Marne), où le président Mitterrand aimait à passer ses week-ends avec ses familiers. Ce parcours sinueux lui permit d'occuper diverses fonctions stratégiques comme conseiller d'Albin Chalandon (alors parlementaire en mission) pour les affaires pétrolières (1974-76), conseiller de l'ambassade de France au Maroc (1978), directeur des affaires internationales d'Elf (1981-86) lorsqu'Albin Chalandon en était président, secrétaire d'État auprès des Affaires étrangères (1988-91), chargé de mission pour les Affaires africaines et malgaches à la présidence de la République (1991-95). Il rejoint alors la direction de la Générale des eaux, rebaptisée Vivendi.

- **Bérégovoy** (Pierre)

(98/0354) Né le 23 décembre 1925 à Déville-lès-Rouen. Ouvrier à la SNCF puis à Gaz-de-France, il entreprend une carrière de permanent syndical à FO puis à la CFDT. Il rejoint d'abord la SFIO, participe à la création du PSU, adhère à la FGDS, puis au PS. Proche de François Mitterrand, il dirige ses campagnes présidentielles, en 1981 et 1988. Nommé d'abord secrétaire général de l'Élysée, en mai 1981, il sera ministre de tous les gouvernements de gauche à partir de 1982 : Affaires sociales et Solidarité (1982-84), Économie, Finances et Budget (1984-86, 1988-92), Premier ministre (1992-93). Personnellement mis en cause dans " l'affaire Patrice-Pelat ", il meurt par balle le 1er mai 1994. Malgré les premières constatations médico-légales qui excluent le tir à bout portant, l'enquête, écourtée, conclut au suicide.

- **Chollet** (Lieutenant-colonel)

(98/0355) Conseiller du chef d'état-major des Forces armées rwandaises. Il fut remplacé par le lieutenant-colonel Maurin. La Libre Belgique (21/02/92) venait en effet de révéler qu'il était le véritable chef des armées rwandaises. Sa mission était: " l'organisation de l'armée rwandaise ; l'instruction et l'entraînement des unités ; l'emploi des forces" (source: ministère des Affaires étrangères du Rwanda, lettre de mission du 3 février 1992, reproduite en annexe du rapport de la mission française d'information).

- **Debarge** (Marcel)

(98/0356) Né le 16 septembre 1929 à Courrières, militant socialiste. Il fut notamment secrétaire national du PS chargé des relations extérieures (1981-85), plusieurs fois sénateur ou secrétaire d'État, puis ministre délégué à la Coopération et au Développement (1992-93). À ce titre, il déclarait au Monde, le 13 février 1993 : " La France a favorisé et participé aux rencontres d'Arusha qui ont permis un accord entre pouvoir et opposition pour la formation d'un gouvernement de transition". Quelques jours plus tard, le 28 février, il appelait à Kigali les Hutus, à taire " un front commun" contre le FPR (cf. Gérard Prunier, Rwanda, le génocide, éd. Dagorno, 1997). Dans le contexte d'exaspération ethnique, sa déclaration fut accueillie par le Hutu Power comme un appel à la guerre raciale.

- **Debré** (Bernard)

(98/0357) Né le 30 septembre 1944 à Toulouse, fils de l'ancien Premier ministre gaulliste, Michel Debré, et frère jumeau de Jean-Louis Debré, ancien ministre de l'Intérieur. Urologue de réputation internationale, il devint le chirurgien de François Mitterrand. Pouvant difficilement se passer de sa présence, ce dernier, dont l'état de santé empirait, le fit nommer ministre de la Coopération (1994-95). Très proche de Charles Pasqua, il soutint Edouard Balladur contre Jacques Chirac. Considéré comme proche de l'Opus Dei, il présente les Hutus comme porteurs d'une " foi catholique sincère et pure". Il s'est violemment positionné contre les accords d'Arusha qui étaient, selon lui, « d'une stupidité à toute épreuve », une conjonction de bêtise et d'aveuglement". Ceux qui y croyaient étaient " soit des utopistes, soit des hypocrites, soit des imbéciles - Rien n'interdisant d'être les trois à la fois ! " Dans son livre, Le Retour du Mwami, il dénonce ce qu'il considère comme une volonté hégémonique des Tutsis sur l'Afrique. Au cours de cette diatribe anti-tutsi, il commet d'étranges erreurs qui ne sont pas sans rappeler les théories du Hutu Power sur les " faux Hutus" (les opposants). Ainsi, il imagine qu'Agathe Uwilingiyimana, Premier ministre hutue issue de l'esprit d'Arusha, assassinée le premier jour du génocide, était tutsie. Il diffuse l'idée d'un double génocide: " Le nettoyage ethnique organisé par les Tutsis se révèle aussi brutal et organisé que le génocide perpétré par les Hutus". Il qualifie les Tutsis de " nazis".

- Decraene (Philippe)

(98/0359) Né le 5 octobre 1930 à Paris, auditeur à l'IHEDN. Journaliste, il fut longtemps chargé des affaires africaines au Monde, avant de diriger la lettre confidentielle Marchés tropicaux. Son épouse, Paulette Decraene, elle aussi spécialiste des Affaires africaines et de Défense, fut coresponsable du secrétariat particulier de François Mitterrand pendant ses deux septennats. Dans Marchés tropicaux (09/04/93), il présente Habyarimana comme " un modéré démocrate (...) dont l'image a été ternie par la maladresse et les excès de quelques extrémistes hutus".

- Delaye (Bruno)

(98/0360) Né le 8 mai 1952 à Casablanca, ancien élève de l'ENA (promotion " Léon Blum "). Conseiller technique au cabinet du ministre de l'Industrie, Pierre Joxe (mai-juin 1981) puis des ministres des Relations extérieures, Claude Cheysson et Roland Dumas (1981-84). Fonctionnaire délégué aux Affaires internationales auprès des ministres du Commerce extérieur, Édith Cresson et Michel Noir (1985-87). Ambassadeur au Togo (1991-92), conseiller du président Mitterrand en remplacement de Jean-Christophe Mitterrand (1992-95), puis ambassadeur au Mexique en remplacement de Paul Dijoud (depuis 1995). " Le FPR, nous lui casserons les reins! " a-t-il affirmé aux rapporteurs de la Commission internationale d'enquête en 1993 (propos qu'il démentit officiellement par la suite). Lorsqu'il dirigeait la cellule africaine de l'Élysée, il fit preuve de son autorité sur les milices génocidaires. Par un simple appel téléphonique, il arrêta les miliciens qui s'apprêtaient à donner l'assaut - filmés par plusieurs caméras de télévision - de l'Hôtel des Mille Collines où s'étaient réfugiées de nombreuses personnes.

- Depaigne (Jacques)

(98/0361) Né le 25 septembre 1938 à Saint-Lô, ancien élève de l'ENA (promotion « Marcel Proust »). Diplomate. Il fut notamment conseiller diplomatique du chef d'état-major des Armées (1986-89), et ambassadeur au Zaïre (1993-95).

- Dewatre (Jacques)

(98/0362) Né le 5 juin 1936 à Limoges, saint-cyrien et préfet, il est le beau-frère de l'amiral Jacques Lanxade. Jacques Dewatre fut chef de cabinet des ministres socialistes de la Coopération Jean-Pierre Cot (1981-82) et Christian Nucci (1983), préfet de divers départements et régions, puis directeur général de la DGSE (depuis 1993).

- Dijoud (Paul)

(98/0363) Né le 25 juin 1938 à Neuilly, ancien élève de l'ENA (promotion « Montesquieu »). Élu député giscardien des Hautes-Alpes (1967-73), il fut nommé secrétaire d'État dans les gouvernements Messmer, Chirac et Barre (1973-77) et président du Parti républicain pour la région PACA. Surtout, il fut le directeur général de la Compagnie commerciale Sucres et Denrées (1982-87) (cf. RV 98/0375) et de la Comidex (1984-86). En 1988, il entra dans la carrière diplomatique, et fut nommé ambassadeur en Colombie (1988-91). Bien qu'il fût ancien ministre, et contrairement aux usages de la Fonction publique, François Mitterrand le nomma directeur des Affaires africaines et malgaches au ministère des Affaires étrangères (1991-92), puis ambassadeur au Mexique (1992-94). Il se trouve à Mexico alors qu'un officier de renseignement français, Joseph-Marie Cordoba-Montoya, était chef du bureau du président de la République, Salinas de Gortari. Il s'avérera que Cordoba-Montoya assurait la liaison entre le président et les cartels. En 1994, Paul Dijoud devient ministre d'État de la principauté de Monaco.

Alors qu'on le présentait comme anti-chiracien, Jacques Chirac le nomme, en janvier 1997, chargé de mission à l'Élysée pour l'Amérique latine, puis ambassadeur à Buenos-Aires. Recevant Paul Kagame, en janvier 1992, alors qu'il était directeur des Affaires africaines et malgaches, il menaçait : « Si vous n'arrêtez pas le combat, vous ne retrouverez pas vos frères et vos familles, parce que tous auront été massacrés! »

- **Godfrain** (Jacques)

(98/0364) Né le 4 juin 1943 à Toulouse. Considéré par Jacques Foccart comme son fils spirituel, il fut l'un des responsables du financement du SAC. Il participe à l'organisation de la manifestation du 30 mai 1968 sur les Champs-Élysées et devient le trésorier des CDR, association chargée de structurer la réaction. Député de l'Aveyron (depuis 1978), il devient ministre de la Coopération en 1995. Le 11 juin 1997, il déclarait dans *L'Autre Afrique* : « Les résultats de l'Afrique francophone sont excellents. Elle est aujourd'hui complètement démocratisée. »

- **Grossouvre** (François de)

(98/0365) Né le 29 mars 1918 à Vienne (Isère), médecin. Membre du Service d'ordre légionnaire (SOL), il rompt avec Damant, en 1943, et rejoint le maquis de la Chartreuse (près de Grenoble). À la Libération, il affirme avoir été agent de l'Organisation de la résistance armée (ORA) infiltré au SOL. Sous le nom de code de « Monsieur Leduc », il devient le chef du réseau stay-behind « Arc-en-ciel », installé par l'OTAN en France, dans le cadre de l'opération « Gladio ». Simultanément, il est chevalier de l'Ordre de Malte et ambassadeur de cet État souverain auprès du royaume du Maroc. Il conservera l'ensemble de ses fonctions secrètes et diplomatiques jusqu'à sa mort. Par ailleurs, il dirige les sociétés Le Bon sucre (1944-63) et A. Berger et Cie (1949-63). Très proche de François Mitterrand, il est le parrain de sa fille Mazarine et veille sur les secrets de famille, dont aucun ne sera révélé de son vivant. En 1981, il est nommé chargé de mission à la présidence de la République. Il suit particulièrement les dossiers liés au Liban, au Maroc, au Gabon et à la Corée du Nord. En 1985, il est mis fin à ses fonctions, de sorte qu'il puisse être conseiller international des avions Marcel Dassault (1985-86). Il reste néanmoins président du Comité des chasses présidentielles mais prend progressivement de la distance face à François Mitterrand. Il est retrouvé mort par balle le 7 avril 1994 dans son bureau du palais de l'Élysée. L'enquête judiciaire, écourtée, conclut au suicide.

- **Huchon** (Général de division Jean-Pierre)

(98/0367) Né le 11 août 1940 à Montigny-lès-Cormeilles, saint-cyrien. Officier de renseignement, il fut en poste au Zaïre (1979-81) et au Liban (1984), colonel commandant le 1er RPIMa (1984-86). Très lié au général Quesnot, il fut son adjoint à l'état-major particulier du président Mitterrand (1989-93), puis chef de la mission militaire de coopération au ministère de la Coopération (1993-95). En 1995, il est nommé chef adjoint de la Force d'action rapide en ex-Yougoslavie, laissant ses fonctions à la mission de coopération à l'autre protégé du général Quesnot, le général Michel Rigot. À l'état-major du président de la République et au ministère de la Défense, il défendit l'approche classique des troupes de Marine (RPIMa) favorable à une instrumentalisation de l'ethnisme au service des intérêts français. Le général Huchon avait en charge le dossier rwandais, c'est pourquoi il s'est exprimé à huis clos devant la mission d'information, tandis que ses supérieurs, le général Quesnot et l'amiral Lanxade furent auditionnés en public. Du 9 au 13 mai 1994, en plein génocide, il reçut le lieutenant colonel Rwabalinda et l'assura d'un soutien diplomatique et matériel, (rapport de Ephrem Rwabalinda à ses supérieurs produit dans le 1er Dossier noir Rwanda: la France choisit le camp du génocide, Agir ici et Survie, L'Harmattan, 1994, ainsi que dans Rwanda, un génocide français, Mehdi Ba, éd. L'Esprit frappeur, 1997).

- **Jehanne** (Philippe)

(98/0369) Officier de la DGSE.

- **Joxe** (Pierre)

(98/0370) Né le 28 novembre 1934 à Paris, petit-fils de l'historien Daniel Halévy et fils de l'ancien ministre Louis Joxe. Ancien élève de l'ENA (promotion « Albert Camus »). Il entra dans les cabinets ministériels en 1967, alors que son père était garde des Sceaux du gouvernement Pompidou. Il fut chargé de mission auprès des ministres des Affaires étrangères, Maurice Couve de Murville et Michel Debré (1967-70) [période pendant laquelle Edouard Balladur était secrétaire général adjoint de l'Élysée, et Jacques Chirac, secrétaire d'État]. À cette date, il change d'étiquette politique et devient secrétaire général adjoint de la Convention des institutions républicaines. Désormais marxiste, il est élu député socialiste de Saône-et-Loire en 1973. Éphémère ministre de l'Industrie, en mai-juin 1981, il s'attache Bruno Delaye à son cabinet, avant de prendre la présidence du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Il est ministre de l'Intérieur de 1984 à 86, et à nouveau de 1988 à 91. À cette date, il est contraint de changer de fonction en raison de " l'affaire Doucé " et devient ministre de la Défense. En 1993, François Mitterrand le nomme Premier président de la Cour des comptes.

- **Juppé** (Alain)

(98/0371) Né le 15 août 1945 à Mont-de-Marsan, ancien élève de l'ENA (promotion "Charles de Gaulle"). Fidèle de Jacques Chirac, il a appartenu à ses divers cabinets et gouvernements, depuis 1976. Il fut également conseiller technique du ministre de la Coopération (Robert Galley 1976-78), secrétaire général des Clubs 89 (1981), ministre des Affaires étrangères (1993-95), Premier ministre (1995-97) et président du RPR (1995-97). Comme l'ensemble des responsables français, il considère que la dictature de Juvénal Habyarimana était légitime car issue de l'ethnie majoritaire: « Comment accepter que le FPR, s'il emporte la guerre, puisse imposer sa volonté à 80 % de la population? Le régime Habyarimana constituait un barrage contre l'irruption de la barbarie ». Il reçut en visite officielle Jean-Bosco Barayagwiza et Jérôme Bicamumpaka, deux responsables du génocide, le 27 avril 1994, alors que celui-ci durait depuis vingt jours.

- **Kouchner** (Bernard)

Biographie, cf [RV 97/0323](#).

- **Lanxade** (Amiral Jacques)

(98/0372) Né le 8 septembre 1934 à Toulon. Il fut chef du cabinet militaire des ministres de la Défense, André Giraud et Jean-Pierre Chevènement (1988), puis chef de l'état-major particulier du président Mitterrand pendant la guerre du Golfe (1989-91), et chef d'état-major des Armées (1991-95). Il déclarait en juillet 1994 : « La France n'a pas de mandat d'arrêt concernant les membres du gouvernement [rwandais] précédent » (les organisateurs du génocide).

- **La Sablière** (Jean-Marc Rochereau de)

(98/0373) Né le 8 novembre 1946 à Athènes, ancien élève de l'ENA (promotion « François Rabelais »). Diplomate, il fut représentant permanent adjoint de la France à l'ONU (1990-92) et directeur des Affaires africaines et malgaches au ministère des Affaires étrangères (depuis 1992).

- **Léotard** (François)

(98/0374) Né le 26 mars 1942 à Cannes, ancien élève de l'ENA (promotion « François Rabelais »). Giscardien, puis léotardien, il fut président du Parti républicain (1988-97). Ministre de la Défense (1993-95), il se rallia à toutes les options militaires du président Mitterrand. « De toutes les conversations que j'ai pu avoir avec le Président - c'est toujours délicat car le président Mitterrand n'est plus là -, la personne qui définissait avec le plus de précision les rapports de force entre les Anglo-Saxons et nous dans cette région, c'était le président de la République, avec un grand sens de la stratégie et de l'Histoire. Le président de la République avait une conception géostratégique dans cette région tout à fait précise, culturellement et historiquement étayée, qu'il exprimait sans cesse dans les conseils de Défense. » (21/04/98)

- **Marlaud** (Jean-Michel)

(98/0376) Né le 3 novembre 1953, ancien élève de l'ENA (promotion « Pierre Mendès-France »). Diplôme. Conseiller technique du ministre du Commerce extérieur, Édith Cresson (1983-86) [auprès duquel Bruno Delaye était délégué]. Sous-directeur des relations avec les PVD au ministère des Affaires étrangères (1988-93), ambassadeur au Rwanda (1993-94), puis en Bolivie (depuis 1994). Jean-Michel Marlaud abrita à l'ambassade de France les organisateurs des massacres dès le début du génocide. Lors de l'opération Amaryllis, il organisa le retrait des ressortissants français en refusant d'évacuer le personnel tutsi de l'ambassade, voué à une mort certaine et imminente. « On n'évacue pas les Rwandais » répondait madame Marlaud aux familles qui la suppliaient (témoignage de Joseph Ngarambe, recueilli par la journaliste Anne Crignon et reproduit dans Le Génocide franco-rwandais de Pascal Krop, éd. J-C. Lattès, 1994; témoignage de Pierre Gakumba, recueilli par Colette Braeckman, Rwanda: Histoire d'un génocide, Fayard, 1994). Jean-Michel Marlaud tente de négocier avec le général Kagame qui refuse de le rencontrer, le considérant comme un inconditionnel de Habyarimana. Le FPR lui envoie finalement le colonel Kanyarengwe sans pouvoirs réels pour traiter avec lui.

- **Martres** (Georges)

(98/0377) Né le 31 janvier 1938 à Narbonne, diplomate français ayant accompli l'essentiel de sa carrière à l'ombre du gouvernement congolais. Ambassadeur de France à Kigali (1989-93), Georges Martres rédige, en octobre 1990, un rapport sur de prétendus "combats intenses dans la capitale" qui justifie l'envoi d'importants effectifs militaires français. Le 15 février 1991, dans un entretien à Kangura, le journal raciste paragonnemental, il invoque la "situation exceptionnelle" qui explique les nombreuses entorses aux Droits de l'homme. En mars 1992, le massacre de plusieurs milliers de Tutsis a lieu au Bugesera, près d'un camp militaire français, c'est un essai avant le génocide. Un haut fonctionnaire de la Coopération s'en inquiète, mais "de retour à l'ambassade de France à Kigali, on m'a seulement dit: vous n'aviez pas l'autorisation de vous rendre là-bas!" explique-t-il (Le Canard enchaîné, 23/06/94). L'ambassadeur refuse de se joindre aux représentants diplomatiques des pays de l'OCDE qui viennent s'en inquiéter auprès d'Habyarimana. En 1993, il explique à un membre de la Commission internationale des Droits de l'Homme que les nouveaux massacres qui viennent d'avoir lieu dans le Nord-Ouest ne sont que des "rumeurs". Dans les cercles diplomatiques de Kigali, Martres fait l'objet d'une plaisanterie: il ne serait pas l'ambassadeur français au Rwanda, mais l'ambassadeur rwandais auprès de la France. Le général Habyarimana l'apprécie tellement qu'à son départ, il écrit au président Mitterrand pour lui demander de le maintenir à son poste.

- **Maurin** (Lieutenant- colonel Jean-Jacques)

(98/0378) Bras droit du lieutenant- colonel Chollet, qui dirigeait l'armée rwandaise, il le remplace à partir d'avril 1992, lorsque des "fuites" dans la presse rendent celui-ci trop voyant.

- **Mercier** (Général de corps d'armée Philippe)

(98/0379) Né en 1938, saint-cyrien. Aide de camp à la présidence de la République (1981-83), chef adjoint du cabinet du chef d'état-major de l'Armée de terre (1985-87), chef de division à l'état-major des Armées (1991-92), chef du cabinet militaire du ministre de la Défense (François Léotard, 1994-95), chef d'état-major de l'Armée de terre (depuis 1996). Chargé de plusieurs missions humanitaires, sur divers théâtres d'opérations, dont Turquoise au Rwanda, il s'opposa aux officiers ultras qui souhaitaient en découdre avec le FPR. Ce républicain, très indépendant d'esprit, s'est opposé, en octobre 1997, aux modalités de réorganisation des armées.

- **Michaux-Chevry** (Lucette)

(98/0380) Née le 5 mars 1929 à Saint-Claude (Guadeloupe), avocate. Initialement militante socialiste, elle fut élue conseiller général (PS) de Saint-Claude, en 1976. En 1981, quelques mois avant l'élection présidentielle, elle quitte le PS et rejoint l'UDF. Progressivement, elle se rapproche de Michel Debré et finit par passer au RPR, pour qui elle devient député, en 1986. Jacques Chirac s'enticha d'elle et la pousse comme ministre délégué chargé des Affaires humanitaires dans le gouvernement Balladur (1993-95).

- **Mitterrand** (François)

(98/0381) (1916-1996). Etudiant, il scandait "Mort aux métèques!" au quartier Latin; président de la République, il déclarait à propos du drame rwandais " Dans ces pays-là, un génocide, c'est pas trop important" (confiance faite à l'un de ses proches au cours de l'été 1994, propos rapporté par Patrick de Saint-Exupéry dans Le Figaro du 12/01/98).

François Mitterrand, homme de la IV^e République, mène une politique explicitement coloniale. Sa nomination de ministre de la France d'Outre-mer (1950-51) détermine son action future. Il l'expliquera lui-même plus tard: " Mon passage au ministère de la France d'Outre-mer est l'expérience majeure de ma vie politique dont elle a commandé l'évolution" (Politique, Fayard, 1977, p. 53). Durant les années cinquante, il défend avec virulence la colonisation française. " Sans l'Afrique, il n'y aura pas d'histoire de France au XXI^e siècle", écrivait-il en 1957 dans un livre intitulé Présence française ou abandon (Plon, 1957, p. 237). Face au mouvement indépendantiste algérien, il affirme: " La seule négociation, c'est la guerre ".

Après les décolonisations il continue de défendre ses idées pendant les années 1960-1970. « Ce à quoi je croyais il y a vingt ans, j'y crois encore » (Politique, présentation). " Je dis que le premier devoir de la France, c'est de tout faire pour que les liens ne soient pas coupés, de tout faire pour que nos frères africains restent unis à notre destin La France reste celle qui conduit, celle dont on a besoin, celle à laquelle on se rattache. Il ne pourra y avoir d'histoire de l'Afrique si la France est absente "(Politique, p.86).

Président de la République, il n'opère pas de modification de sa vision des relations franco-africaines. "Je ne peux pas signer - et je m'y refuserai - à la disparition de la France de la surface du globe, en dehors de son pré carré" (Le Monde, 18 novembre 1983). Après le génocide rwandais, son discours reste le même et il déclare en novembre 1994 : « Je le dis solennellement: la France doit maintenir sa route et refuser de réduire ses ambitions africaines. La France ne serait plus tout à fait elle-même si elle renonçait à être présente en Afrique » (Discours d'ouverture de la conférence de Biarritz, 08/11/94).

Lorsque François Mitterrand arrive à la présidence, la France a déjà remplacé la Belgique au Rwanda, depuis les accords de 1962. Il établit aussitôt des relations amicales avec le président Habyarimana. Il lui déclare, en 1982 : " Nos relations sont anciennes et la France a déjà reconnu en vous un ami fidèle, un homme sur lequel nous pouvons fonder une amitié durable".

Le président français est informé de l'offensive du FPR d'octobre 1990 alors qu'il se trouvait dans un avion revenant d'Oman. Il prend seul et secrètement la décision d'envoyer des troupes

pour soutenir l'armée rwandaise. Le 10 décembre 1990, le journal rwandais Kangura, publication raciste financée par des proches d'Habyarimana, publie un portrait de François Mitterrand avec en légende : « Les grands amis, on les rencontre dans les difficultés ». C'est dans ce même numéro que furent publiés les fameux " Dix commandements du Hutu " qui appellent à la haine raciale anti-tutsi.

De 1990 à 1994, M. Mitterrand attache une importance particulière à un pays dont il affirme que le dictateur « représentait à Kigali une ethnie minoritaire à 80 % ». Lors de ses déplacements, il se tient en permanence informé de la situation militaire au Rwanda (Politique

africaine, octobre 1993). Durant le génocide, il apparaît comme le responsable français le mieux informé de la question. Lors des innombrables réunions de cellules de crise ou comités interministériels consacrés au problème, il expliquait aux autres la situation.

Il continue de recevoir les concepteurs et les réalisateurs du génocide alors même que celui-ci était dénoncé par la communauté internationale. Il fait porter des fleurs à Agathe Habyarimana à son arrivée en France, bien qu'elle soit membre du clan des ultras qui ont planifié les massacres. Au cours du mois d'avril 1994, il reçut Jean-Bosco Barayagwiza et Jérôme Bicamumpaka, deux responsables du génocide, respectivement leader du parti raciste CDR et ministre des Affaires étrangères du gouvernement intérimaire, que la France fut le seul État à reconnaître.

Le 13 juin 1994, le président Nelson Mandela appelle les pays africains à intervenir contre le génocide. Sa déclaration est considérée comme celle d'un représentant du monde anglo-saxon souhaitant intervenir dans un pays francophone. Le lendemain, en conseil des ministres, le président Mitterrand annonce une intervention française. Afin de venir en aide à l'armée rwandaise en déroute, il prône une opération Turquoise offensive. Ce type d'action étant intenable face à la communauté internationale, les forces de Turquoise garderont leurs armes lourdes en retrait. L'opération humanitaire permit aussi d'assurer la retraite des génocidaires.

Pour minimiser le génocide, François Mitterrand défend alors l'idée d'un double génocide. Ainsi, au sommet franco-africain de Biarritz, fin 1994, il parle "des" génocides. Interrogé sur la question, il répond: "De quel génocide voulez-vous parler? De celui des Tutsis ou celui des Hutus?"

- **Mitterrand** (Jean-Christophe)

(98/0384) Né le 19 décembre 1946 à Boulogne-Billancourt, fils du président Mitterrand. Journaliste et professeur d'histoire contemporaine, correspondant de l'AFP en Mauritanie (1977), puis au Togo (1980-81), professeur à l'École nationale d'administration de Mauritanie (1976-77) puis à l'Université du Bénin (1979-80). Conseiller du président de la République (1982), il seconde d'abord Guy Penne avant de traiter seul les Affaires africaines en s'appuyant sur Thierry Martin de Beaucé et Gilles Vidal. Les Africains lui attribuent alors le sobriquet de "Papamadit". Tout en occupant ses fonctions institutionnelles, il développe, avec son épouse Élisabeth Dupuy, des affaires privées dans le cadre du groupe SAGAIE, de Jean-Pierre Fleury et Georges Kentzler, et dans le cadre du groupe Sucres et Denrées, de Serge Varsano, Paul Dijoud et Georges Kentzler (cf [RV 98/0375](#)). En 1985, il entre au conseil d'administration de la Comuf (uranium) et de la Comilog (manganèse), les sociétés minières d'Omar Bongo. Son bureau actuel se trouve au siège d'Eburnéa, une société de Georges Kentzler.

Le 2 octobre 1990, il reçoit à son bureau de la cellule africaine de l'Élysée un appel téléphonique du général Habyarimana lui demandant de l'aide face à l'offensive du FPR, auquel il répond favorablement. Il explique à Gérard Prunier, qui se trouvait dans son bureau à ce moment et raconte la scène : " Nous allons lui envoyer quelques bidasses au petit père Habyarimana. Nous allons le tirer d'affaire. En tout cas, cette histoire sera terminée en deux ou trois mois" (Gérard Prunier, Rwanda, le génocide, Dagorno, 1997, p. 128).

- **Myard** (Jacques)

(98/0385) Né le 14 août 1947 à Lyon, diplomate. Conseiller technique au cabinet du ministre de la Coopération (Michel Aurillac, 1986-88), député (RPR) des Yvelines (depuis 1993). Il est surtout secrétaire général adjoint des Clubs 89. Membre de la mission d'infofilation, il en a refusé les conclusions. Dans son explication de vote, il indique: "Les citoyens de ce pays sont désormais en droit de demander des comptes à ceux qui ont animé une véritable campagne de haine médiatique à l'encontre de la France, en pratiquant l'amalgame, la reprise de témoignages douteux jamais vérifiés, mais répétés à l'envi pour fabriquer ainsi une vérité! Cette démarche haineuse, dont les aspects mercantiles doivent être soulignés - vente de livres ou d'articles à sensations sur fond de millions de victimes - a visiblement été orchestrée par des intérêts et des services étrangers, relayés par quelques idiots utiles, journalistes ou ce qui est plus grave, quelques universitaires en mal de renommée! (...) Après plusieurs mois de travail sur ce dossier, je suis une nouvelle fois arrivé à la conclusion que la cause de la tragédie du Rwanda est à rechercher d'abord dans la surpopulation de ce pays ".

- **Quesnot** (Général d'armée Christian)

(98/0386) Né le 24 mai 1938 à Vire, saint-cyrien. Officier de renseignement affecté au Tchad (1979-80), au Liban (1983-84). Chef de l'état-major particulier du président Mitterrand (1991-95) en remplacement de l'amiral Lanxade. Le général Quesnot s'appuie sur ses fidèles: le général Huchon, qu'il a placé à la tête de la mission militaire de Coopération, et le général Rigot. Le général Quesnot a considéré les accords d'Arusha comme paroles en l'air: « J'estimais que ces accords faisaient une part exorbitante au FPR (...) Ce serait extrêmement difficile à mettre en oeuvre, sinon impossible ».

- **Quilès** (Paul)

(98/0387) Né le 27 janvier 1942 à Saint-Denis-du-Sig (Algérie), polytechnicien. Élu député (PS) de Paris, en 1978. Plusieurs fois ministre: Urbanisme et Logement (1983-85), Défense (1985-86), Postes, Télécommunications et Espace (1988-91), Intérieur et Sécurité publique (1992-93). A proposé la création d'une mission d'information sur le Rwanda, dont il a assumé la présidence, afin d'empêcher la constitution d'une commission d'enquête parlementaire, aux pouvoirs beaucoup plus étendus. Défenseur inconditionnel du mitterrandisme et du lobby militaro-industriel.

- **Rannou** (Général Jean)

(98/0388) Chef du cabinet militaire du ministre de la Défense (avril 1991-mai 1994).

- **Rosier** (Colonel Jacques)

(98/0389) Commandant du secteur sud du dispositif de Turquoise, il expliquait alors pourquoi les Français ne désarmaient pas les génocidaires : « Les miliciens font la guerre. Par souci de neutralité, nous n'avons pas à intervenir. Sinon, demain, s'il y a des infiltrations rebelles, on nous fera porter le chapeau. »

- **Roussin** (Michel)

(98/0391) Né le 3 mai 1939 à Rabat. Officier de renseignement, il a fait ses classes avec son ami le général Christian Quesnot. Commandant militaire de l'Hôtel Matignon sous Jacques Chirac (1972-76). Directeur de cabinet d'Alexandre de Marenche au SDECE (1977-81). Chef de service au ministère de la Défense (1980-81). Chargé de mission auprès du président de la Générale des eaux (1981-83). Chef de cabinet de Jacques Chirac à la Ville de Paris puis à Matignon (1984-86). Ministre de la Coopération (1993-94). Mis en examen dans « l'affaire Méry », il démissionne de ses fonctions ministérielles, puis bénéficie d'un non-lieu. En 1996, il devient président de SAE International, une filiale du groupe Eiffage. Il est aujourd'hui chargé d'un comité spécial au sein de la direction du Medef.

Philippe Jehanne, ancien des services secrets travaillant à son cabinet a déclaré, le 19 mai 1994, à Gérard Prunier : « Nous livrons des munitions aux FAR en passant par Goma. Mais, bien sûr, nous le démentirons si vous me citez dans la presse. »

- **Thibaud** (Colonel, alias Tauzin)

(98/0392) Conseiller militaire d'Habyarimana de 1990 à 1993. Il déclarait au journal télévisé de France 2 sa volonté de "casser du FPR".

- **Urbano** (Jean-Claude)

(98/0393) Vice-consul de France à Goma (Zaïre) par où transitèrent les livraisons d'armes au génocidaires. Interrogé par l'association Human Rights Watch Arms Project (HRW), il avait confirmé les livraisons françaises au Hutu Power. Pressé par le gouvernement français, il se rétracta et porta plainte contre HRW puis se désista avant que l'on ait pu entendre les arguments de l'association.

- **Védrine** (Hubert)

Biographie, cf RV 97/0339.

(98/0394) Hubert Védrine a dénoncé les accords d'Arusha, dont il était censé être un promoteur, et justifié le point de vue des extrémistes : " Ils disent: "On est la majorité. Il n'y a aucune raison pour qu'on partage le pouvoir avec des gens qui sont partis, qui ne représentent plus rien, et qui veulent revenir reprendre leurs terres" (...) Au fond, de quoi la France se mêlait-elle en allant exiger du gouvernement hutu, immensément majoritaire, d'avoir à partager le pouvoir, on se demande pourquoi, avec une infime minorité tutsie - et qui plus est une minorité dans la minorité, puisque c'est la minorité armée de l'étranger? Pourquoi? On peut considérer, en effet, qu'il y a eu maladresse sur ce plan, ou inconséquence" (audition du 5 mai 1998).

- **Vidal** (Gilles)

(98/0395) Né le 15 septembre 1946 à Ménerville, diplomate. Chargé de mission à la présidence de la République (1989-93), puis ambassadeur au Cameroun (depuis 1993).

(98/0390) **Des militaires français responsables des tortures**

" Les militaires français nous ont appris à capturer nos victimes et à les attacher. Cela se passait dans une base au centre de Kigali. C'est là qu'on torturait, et c'est là également que l'autorité militaire française avait ses quartiers (...) Dans ce camp, j'ai vu les Français apprendre aux Interhamwe à lancer des couteaux et à assembler des fusils. Ce sont les Français qui nous ont formés. "

Janvier Afrika,
ancien membre des réseaux Zéro
(in Complicité de génocide, F-X. Verschave).

" J'ai eu deux grands chocs dans ma vie. Le premier lorsque j'ai découvert, qu'en Algérie, on avait institutionnalisé la torture. Le deuxième, en janvier 1993, quand j'ai vu des instructeurs français dans les camps militaires de Bigogwe, situés entre Gisenyi et Ruhengeri. C'est là qu'on amenait des civils par camions entiers. Ils étaient torturés et tués, puis enterrés dans une fosse commune que nous avons identifiée près du cimetière de Gisenyi ".

Les Inédits

Le Tutti 2 au départ a été composé sur base du chiffre 8 : 8 couplets, 8 refrains, 8 jours pour la cérémonie de deuil au Rwanda. Au 8ème jour, le deuil est levé. Les vivants reprennent la vie normale, les morts sont honorés. On pourrait voir dans cette partie une forme métonymique du spectacle: cette réparation symbolique due aux victimes du génocide et l'évocation litanique d'une exhaustivité difficile à rencontrer dans le temps qui nous est imparti.

Le 7ème couplet, celui ayant trait aux enjeux économiques a été supprimé pour raison de durée.

Est-ce un hasard si le consensus entre nous, Garrett List et les acteurs rwandais a abouti à sacrifier d'abord ce chapitre, alors que le grand sujet du monde d'aujourd'hui est bien celui-là?

Je le regrette encore!

Marie-France Collard

Murabyumve muli munge

Mubirebe mubikenga

Ibyo byuma byamamaza amakuru

Nibyobyabaye icyoko cy'icyorezo

Intaati y'impisi yiyabiza maka

Tuli mu ndili yazo

Yemwe muramenye

Republika uko yadutse i Rwanda

Ngo Yazi i ya rubanda nyamwinshi

Abakiga bayiagira akanama

Abashiru ntibashiwa barushaga

Akazu K'Aghata baragashinga



*Ecoutez-les, et soyez sur vos gardes
Regardez-les, mais méfiez-vous
Ces appareils qui propagent l'information
Ce sont eux qui ont été la source du mal*

*Une hyène rusée se met à beugler
A la manière d'une vache
Nous sommes dans leur tanière
S'il vous plait, soyez vigilants*

*La République telle qu'est venue chez nous au Rwanda
Était soit-disant pour le peuple majoritaire
Les Bashiga en firent un conseil restreint
Les Bashiru n'en restèrent pas là
Et l'Akazu d'Agathe*

Diront-ils que nous devons lever la main,
à l'école primaire,
pour départager les Hutus et les Tutsis
et que nous avons honte d'être Tutsi?

Diront-ils qu'un second clivage
divisait le pays
celui entre Hutu du nord - les Bagika
et ceux du sud - les banduga ?

Diront-ils que l'armée d'Habyarimana
était composée uniquement
des Hutus du Nord ?

Diront-ils qu'il était interdit
aux militaires d'épouser une femme tutsi?

Parleront-ils de la chute des prix

du thé et du café, entre 85 et 88,
baissant de 30% à 40% ?

Parleront-ils des 40% de dévaluation
du franc rwandais en 1990 ?

Diront-ils que le Rwanda
était l'enfant chéri des bailleurs de fonds?

Diront-ils qu'il y avait au Rwanda
plus de 200 bailleurs de fond,
plus de 500 projets?

Diront-ils qu'il y avait 50% d'analphabètes
parmi les paysans?

Parleront-ils de la pauvreté des paysans,
et de la famine de Gikongoro en 88-89?

Diront-ils que dans ce pays
où les églises dominant chaque colline
le taux démographique était
le plus élevé d'Afrique
et que la contraception était interdite?

Diront-ils qu'Habyarimana
était membre du renouveau charismatique
un haut responsable de l'Opus Dei?

Diront-ils que, jusqu'en 1989,
chaque rwandais
par sa naissance était membre du MNRD,
le parti unique d'Habyarimana ?

Parleront-ils du maneko
l'indicateur des services de renseignement rwandais?

Diront-ils que chaque rwandais
dans son ruge était sous surveillance constante?

Diront-ils que chaque bourgmestre
était directement nommé par Habyarimana ?

Diront-ils l'influence de Mobutu,
ses conseils politiques et boursiers?

Diront-ils que le véritable chef du pays
était Agathe Habyarimana et ses frères,
formant l'Akazu et le réseau zéro?

Diront-ils qu'à la fin des années 80
l'Akazu d'Agathe Habyarimana
se transforme en véritable mafia?

Parleront-ils des trafics divers,
de drogue, de prostituées, de faux dollars, d'armes?

Parleront-ils des détournements de fonds
de la coopération?

Parleront-ils de la réserve militaire
dans la forêt de nyungwe,
où était cultivé le haschich ?

Parleront-ils des amitiés coupables
de la France et de l'Akazu
de Jean-christophe Mitterand
et Jean-Pierre Habyarimana ?

Marie-France Collard, Dorcy Rugamba,
Jean-Marie Muyango

Lors de notre voyage au Rwanda nous avons été très intéressés par ce que Tharcisse nous avait raconté des Batwa - la 3ème « composante » de la société rwandaise. Nous avons donc décidé de demander à Tharcisse de nous accorder une petite interview sur ce sujet passionnant.

Il s'agit d'une conversation libre et nous vous la transmettons telle quelle - La lecture de ce compte-rendu demande donc une grande concentration - . Vous découvrirez que nous avons quelque peu débordé du sujet strict des Batwa - mais il m'a semblé intéressant de garder ce qui était sorti de cette rencontre - notamment ce qui concerne les remarques de Tharcisse sur les passages d'une composante à l'autre dans la société rwandaise traditionnelle.

Francine.

Interview de Kalisa

Francine : Tu avais attiré notre attention sur l'importance des Twa et leur tradition

Kalisa: les Batwa sont les véritables détenteurs de ces traditions orales surtout au niveau de la danse, au niveau des sonneurs d'oliphant, au niveau de la chasse. A un certain moment, on les a appelé les seigneurs de la forêt. C'est-à-dire que sans ce compartimentage ethnique qui nous est retombé dessus après, c'était une harmonie totale... C'était des potiers à la base, mais c'était aussi des danseurs... et les voix, du tréfonds des âges, c'est les Batwa. Les autres ont appris petit à petit. Il y a par exemple les danses de la chasse et les danses dans l'abondance après la chasse et puis il y a les danses du potier quand ils ont donné beaucoup de pots - car il y avait différentes catégories de pots : des pots de beurre, pour le miel, des grands pots pour la bière, des pots décorés pour le grand chef, pour les rois, mais surtout la noblesse était dans les pots faits pour la conservation du beurre, pour la conservation du miel et après, quand ils avaient donné tant de pots au roi, au grand chef, au retour c'était les chants de l'abondance avec des polyphonies extraordinaires. Lorsque j'ai parlé de la recherche sur les traditions orales, je pensais à tous ces détenteurs anonymes, éparpillés sur tout le territoire, et qui vont peut-être, si on n'agit pas vite, mourir avec ce qu'ils savent, sans passer le témoin parce qu'ils ne sont pas nombreux - avec cette rupture qu'il y a eu - ceux qui possèdent encore cet art majeur de la polyphonie pygmée. Ce sont des gens qui peuvent vous donner tous les noms, toutes les gammes du tambour. Ils vous disent: il y a dix-huit gammes majeures du tambour du Rwanda. Et le tambour rwandais est un code sacré. Les gens ne viennent pas pour « voir » le tambour mais pour entendre la musique du tambour, les sons qui en sortent, et ça les Batwa sont les mieux à même de vous dire la différence des gammes, qui a quelque chose à voir avec la différence de voix dans la polyphonie. Et je trouve qu'il est urgent de rechercher cela et de le conserver. Par exemple, pour les sonneurs de cors, pour la chasse, les sonneurs d'oliphants que nous appelons « amakondera » ils sont les mieux à même de vous dire l'origine qui sont une polyphonie extraordinaire. Les premiers sonneurs ont été les Batwa. Même aujourd'hui, ce sont eux qui en possèdent la véritable gamme. Si vous cherchez des sonneurs d'oliphants, vous n'en trouverez pas ailleurs que chez eux. Et ils peuvent vous dire: « cela c'est pour telle gamme » etc.

Et les Batwa, les pauvres, ont continué leur métier de potier comme les Bahutu cultivaient, comme les Batutsi cultivaient ou élevaient des vaches, et dans la hiérarchie, les autres sont allés chez les chefs, ils sont montés. Ils ont fait valoir leur connaissance et ils ont été intégrés au reste de la population. Cela se faisait dans ce que nous appelons « Itorero ». C'est une sorte d'école qui commence par la colline où les gens se rencontrent, ils apprennent à danser, ils apprennent à parler et à être homme. Ensuite ils vont chez les chefs et ensuite chez le roi, c'est une sélection que quelqu'un appelait « l'Université Royale ». Donc il y a la colline, la chefferie et le roi. Les Batwa sont parvenus à monter à tous ces échelons sans l'aide de personne, tout simplement par leurs valeurs. Ils étaient dans l'armée, ils parvenaient à faire leur corps d'armée et leurs corps de danseurs et de sonneur d'oliphants et quelques fois ils étaient intégrés parmi les autres faisant déjà usage de leurs jambes, de leur souffle immense; ils étaient devenus des professeurs, ils enseignaient aux autres l'art de la danse. On est allé jusqu'à dire que pour ceux qui devaient aller chez le roi, donc la sélection des sélections, ils allaient dans une case qui n'était pas bien couverte et pendant la pluie, les enfants et les jeunes s'entraînaient. On disait: si les gouttes de pluie tombent sur toi c'est que tu ne sais pas contorsionner ton corps. C'était donc ça la souplesse du corps, l'exercice, la souplesse à acquérir. Quand une goutte tombait sur toi, tu avais le coup de fouet : tiens, tu n'as pas été vigilant. Cela montre jusqu'où on pouvait aller dans l'exercice de la danse, dans la maîtrise du corps, qui est un véritable don de soi, mais avant de le donner il faut d'abord le maîtriser.

F : Tu dis que cela commençait sur la colline, est-ce que cela commençait quand on était petit, est-ce qu'il y avait des fonctions différentes dans l'art en fonction des âges ?

K: Oui mais il s'agit là de toute l'histoire du Rwanda. Par exemple, tu ne pouvais pas aller à la guerre avant d'avoir montré que tu étais géniteur. Donc tu devais d'abord être procréateur pour aller à la guerre. Parce qu'il ne fallait pas que les jeunes meurent sans laisser un arbre à croître. Mais en attendant, vous appreniez tous les arts et cela commençait dès le jeune âge, la colline c'était le jeune âge. Quand on devenait adolescent, on y allait et ce n'était pas seulement pour la danse, mais aussi pour la maîtrise du reste: comment te tenir dans l'adversité, comment te tenir, comment répondre et quand répondre. Maîtriser le verbe pour maîtriser le signifiant du verbe. Tout cela s'apprenait là-bas et quand on montait c'était la sélection. A un certain moment on pouvait réellement, dans l'adversité, se maîtriser, maîtriser le destin des autres, savoir résoudre des conflits et cela s'apprenait. Ce n'était pas seulement chez les Batwa, mais les Batwa étaient intégrés à d'autres corps. Par exemple, quand dans notre texte on dit «Les Bahutu devenus Batutsi, les Batutsi devenant des Bahutu », s'il n'y avait pas eu les pieds d'éléphants des colonisateurs, cela se faisait en douceur. Donc les Batwa pouvaient devenir Batutsi, ce qui était des catégories sociales plutôt qu'autre chose, dans le sens économique du terme. Si ton exercice t'amenait à prêter devant le roi, devant le grand chef et que tu te réalisais réellement, tu allais au-dessus de la mêlée. Le roi était capable de te donner sa sœur en mariage, ou une femme, fille d'un grand chef. Tu passais d'une catégorie sociale à une autre catégorie sociale. Les Batwa étaient braves, et ils étaient fidèles, ce n'étaient pas des traîtres en puissance qu'on a voulu faire croire en disant: ils étaient là pour les basses besognes. Ce n'est pas seulement pour les basses besognes mais pour les grandes choses aussi. Pensez que c'était le pourvoyeur du miel chez le roi. On a essayé de dire la caste la plus abjecte c'est le batwa, mais ce n'est pas vrai. Quand vous donnez du miel au roi...

Tous les gens qui auront préparé le butinage, qui auront récolté le miel, qui l'ont amené chez les grands chefs, comment peut-on dire que c'est une caste, ce n'est pas possible ce mépris là... Le Mutwa qui était potier était potier, mais quand il donnait naissance à un enfant qui savait danser, qui était un grand chasseur de gibier, un grand sonneur d'oliphants et qui savait maîtriser le verbe et qui était allé dans les «Itorero» avec les autres, qui était monté avec eux, le père était potier mais le fils passait à un échelon supérieur, comme chez les Bahutu, comme chez les Batutsi. C'était la même chose. Au Burundi voisin, il y a une expression qui dit «Umuhutu wanje », c'est peut-être cela qui pourrait donner le sens que l'on donnait à ce que les autres ont appelé les ethnies. Celui à qui j'ai donné la vache, tout simplement. Toi une femme du nord blanche, si je te donne une vache parce que tu me l'as demandé ou que tu as fait une chose qui m'a fait plaisir, qui m'a donné une joie intense, je dis, tiens, je te donne la vache, je te donne un cheptel, un troupeau de vaches. Cela valait des millions dans la valeur intrinsèque de la chose. Immédiatement, tu disais : je vais jurer par toi, chaque fois tu dis: je jure par Kalissa qui m'a donné tant de vaches. Alors là tu devenais mon Muhutu. Donc indépendamment de ce que tu es : si tu es Mututsi, tu es mon Muhutu, si tu es Mutwa tu es mon Muhutu, si tu es Musungu, tu es mon Muhutu. Les Batwa ont reçu tant de vaches et il disaient: je jure par le roi, je jure par le cheptel et je suis son «serviteur ». Mais ce n'était pas le sens péjoratif de servitude. Non plutôt «Je suis venu de moi-même chercher protection chez toi qui est plus puissant que moi et tu m'as accordé cette protection.» Et c'est d'une importance capitale cette différence, car à cette époque rien ne pouvait t'arriver que je ne sache et personne ne pouvait te chercher querelle. Voir un Muhutu qui donne des vaches à un Mututsi qui devient son Muhutu à lui, cela n'avait pas une connotation péjorative, méchante, définitive. Donc on pouvait évoluer en Mututsi, nous l'avons dit, qui devenait pauvre, il devenait Muhutu. Et un Muhutu qui devenait riche, il devenait Mututsi. Un Mutwa a été récompensé parce qu'il a pu cacher la mère d'un futur roi. On a voulu la tuer et il l'a amenée dans la forêt et il l'a cachée pendant des années. Alors quand son fils a régné, quand il est devenu roi, il n'avait pas sa mère qui devait être la reine-mère. Chez nous on ne pouvait pas régner sans reine-mère, alors on lui a donné une reine adoptive. Et le Mutwa ayant vu cela il a dit « Majesté ta mère existe, elle est quelque part, elle est bien soignée par mes soins. Seigneur tu peux régner avec ta vraie mère ». Vous vous rendez compte ce que cela a du faire: l'emmener, la préparer à ces nouvelles fonctions, celle qui était une véritable rescapée. Et le Mutwa a eu la sœur en mariage et il est monté d'une catégorie à une autre, et il est devenu Mututsi, parce qu'il a eu des vaches et il était chef.

F : Mais on dit aussi beaucoup qu'on en avait peur? Pourquoi? Peut-être parce qu'ils étaient détenteurs de secrets en rapport avec la royauté, de choses sacrées ou magiques? Est-ce qu'il y avait quelque chose comme ça ?

K: On en avait pas énormément peur mais on avait peur d'eux parce qu'ils étaient d'une franchise extraordinaire. C'était des gens qui disaient à haute voix ce que les autres ne pouvaient pas dire, ou alors disaient à voix basse et c'était de dire « Ils sont en train de comploter, ils sont en train de vouloir du tort au roi ou au pays. » D'abord je voudrais dire qu'ils étaient des grands patriotes. On en avait peur aussi comme on a peur de tous ces gens là qui sont incontrôlables.

Ils avaient la magie du verbe, le génie de la langue et ils pouvaient parvenir en parlant dans le mode impersonnel dire ce que tu as fait de mal, ou dire du mal de toi tout en te caressant la bedaine. Et puis d'autre part, il s'est fait que certains rois en ont fait des exécuteurs d'hommes, et de cela on pouvait en avoir peur. Parce qu'il y en a d'autres qui n'osaient pas aller faire ces basses besognes, mais eux quand tu leur en donnais l'occasion, ils le faisaient. Donc on avait peur d'eux parce qu'ils étaient d'une franchise et on en avait peur parce que quand vous faites les basses besognes vous êtes en somme dans le secret des dieux et alors vous savez des choses. Ce sont eux qui ont osé dire des choses au roi, comme ça, au grand chef, et dans quelle langue ! en s'amusant, comme en se gaussant des gens. Pour cela on disait: « Tiens, mais, confier un secret à un Mutwa c'est le donner ». Mais en réalité ils savaient réellement garder un secret.

F : C'est eux ou pas qui s'occupaient des cérémonies divinatoires ?

K: Pas tellement non, il y en avait quelques uns mais les détenteurs du code ésotérique, les forgerons de l'intelligence, (c'était une sorte d 'académie) ce n'était pas eux. Mais il pouvait y en avoir un qui était monté dans cette catégorie.

F : Mais ça c'était à la cour, mais sur les collines ? Qui étaient les gens qui s'occupaient de la magie ?

K: C'était tout le monde, c'était une corporation. Ca pouvait être des Bahutu, des Batutsi, et c'étaient des Batwa souvent, mais ça pouvait être tout le monde. C'était partagé, il y en avait certains qui étaient des artisans et on disait : « Dans cette famille, on sait faire des choses sur la divination».

F : C'est plutôt parce qu'on avait une capacité...

K : Une capacité oui.

F: Je voudrais te poser encore une question qui n'a rien à voir. « Itsembabwoko », c'est un mot qui existait avant? Mais qu'est-ce qu'il voulait dire exactement? Parce que « génocide» c'est moderne. Cela n'existait même pas dans la langue française avant.

K: En kinyarwanda cela n'existait pas. D'ailleurs, «Itsembabwoko» est venu du mot «génocide». Nous l'avons adapté au génocide. Parce que «Ubwoko» comme on l'avait collé à ethnie, race, clan c'était ça l'Ubwoko des Batutsi on a voulu exterminer l'Ubwoko. Alors l'importance se trouve dans «Itsemba» parce que « bwoko » ça tu comprends ce que c'est. Alors « Itsemba » vient du verbe « gutsembo» qui à l'infinitif veut dire «balayer tout sur son chemin, exterminer, la solution finale, effacer tout, il ne reste rien, il n'y a plus de traces ». Ca s'employait surtout pendant la guerre, et quand quelqu'un avait vaincu et que l'armée était en déroute. C'est-à-dire « on les a foutus dehors ». Donc ça n'avait pas cette connotation que l'on a adapté « l'extermination».